

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2006 — 1164

[2006/200957]

**23 FEVRIER 2006. — Arrêté du Gouvernement wallon
mettant en place les régimes de soutien direct dans le cadre de la politique agricole commune**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi du 28 mars 1975 relative au commerce des produits de l'agriculture, de l'horticulture et de la pêche maritime, notamment l'article 3, § 1^{er}, point 1^o, modifiée en dernier lieu par l'arrêté royal du 22 février 2001;

Vu le Règlement (CE) n° 1258/1999 du Conseil du 17 mai 1999 relatif au financement de la politique agricole commune;

Vu le Règlement (CE) n° 1782/2003 du Conseil du 29 septembre 2003 établissant des règles communes pour les régimes de soutien direct dans le cadre de la politique agricole commune et établissant certains régimes de soutien en faveur des agriculteurs et modifiant les Règlements (CEE) n° 2019/93, (CE) n° 1452/2001, (CE) n° 1453/2001, (CE) n° 1454/2001, (CE) n° 1868/94, (CE) n° 1251/1999, (CE) n° 1254/1999, (CE) n° 1673/2000, (CEE) n° 2358/71 et (CE) n° 2529/2001, modifié en dernier lieu par le Règlement (CE) n° 2183/2005 de la Commission du 22 décembre 2005;

Vu le Règlement (CE) n° 2237/2003 de la Commission du 23 décembre 2003 portant modalités d'application de certains régimes de soutien prévus au titre IV du Règlement (CE) n° 1782/2003 du conseil établissant des règles communes pour les régimes de soutien direct dans le cadre de la politique agricole commune et établissant certains régimes de soutien en faveur des agriculteurs, abrogé avec effet au 1^{er} janvier 2005 par le Règlement (CE) n° 1973/2004 de la Commission du 29 octobre 2004 mais qui continue à s'appliquer aux demandes d'aides relatives à la période de prime 2004-2005;

Vu le Règlement (CE) n° 795/2004 de la Commission du 21 avril 2004 portant modalités d'application du régime de paiement unique prévu par le Règlement (CE) n° 1782/2003 du Conseil établissant des règles communes pour les régimes de soutien direct dans le cadre de la politique agricole commune et établissant certains régimes de soutien en faveur des agriculteurs, modifié en dernier lieu par le Règlement (CE) n° 2183/2005 de la Commission du 22 décembre 2005;

Vu le Règlement (CE) n° 796/2004 de la Commission du 21 avril 2004 portant modalités d'application de la conditionnalité, de la modulation et du système intégré de gestion et de contrôle prévus par le Règlement (CE) n° 1782/2003 du conseil du 29 septembre 2003 établissant des règles communes pour les régimes de soutien direct dans le cadre de la politique agricole commune et établissant certains régimes de soutien en faveur des agriculteurs, modifié en dernier lieu par le Règlement (CE) n° 263/2006 de la Commission du 15 février 2006;

Vu le Règlement (CE) n° 1973/2004 de la Commission du 29 octobre 2004 portant modalités d'application du Règlement (CE) n° 1782/2003 du Conseil en ce qui concerne les régimes d'aides prévus aux titres IV et IVbis dudit règlement et l'utilisation de terres mises en jachère pour la production de matières premières, modifié en dernier lieu par le Règlement (CE) n° 263/2006 de la Commission du 15 février 2006;

Vu l'accord de coopération du 18 juin 2003 entre l'Etat fédéral, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale concernant l'exercice des compétences régionalisées dans le domaine de l'Agriculture et de la Pêche;

Vu l'accord de coopération du 30 mars 2004 entre la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale concernant l'exercice des compétences régionalisées dans le domaine de l'Agriculture et de la Pêche;

Vu la décision du Gouvernement wallon du 18 mars 2004 portant sur la mise en œuvre de la politique agricole commune;

Vu la notification faite par la Belgique en date du 29 juillet 2004 au titre des articles 58, § 1^{er}, et 64, § 1^{er}, et 70, § 1^{er}, point a), 2^e tiret, du Règlement (CE) n° 1782/2003;

Vu la concertation entre les gouvernements régionaux et l'autorité fédérale intervenue le 27 septembre 2005;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 12 juillet 2005;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 20 juillet 2005;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Considérant l'obligation de se conformer sans retard aux règlements du Conseil et de la Commission visés au préambule;

Considérant l'attribution aux Régions des compétences dans le domaine de l'agriculture à partir du 1^{er} janvier 2002;

Considérant qu'il y a lieu de déterminer les régimes de soutien direct aux revenus des agriculteurs qui s'appliqueront à dater du 1^{er} janvier 2005 et certains dès le 1^{er} janvier 2004, et d'en réglementer les modalités d'application;

Considérant que la déclaration de superficie et demande d'aides peut être utilisée dans les procédures de gestion et de contrôle dans le cadre d'autres régimes communautaires ou nationaux;

Considérant que des pénalités sont prévues en cas de non-respect des délais imposés par la réglementation européenne pour mettre en place ces nouveaux régimes et verser les aides concernées aux agriculteurs;

Vu l'avis du Conseil d'Etat, donné le 10 janvier 2006;

Sur la proposition du Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — Définitions

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1^o "agriculteur" : personne physique ou morale ou groupement de personnes physiques et/ou morales dont l'exploitation se trouve en Belgique et qui y exerce une activité agricole;

2^o "activité agricole" : la production, l'élevage ou la culture de produits agricoles, y compris la récolte, la traite, l'élevage et la détention d'animaux à des fins agricoles, ou le maintien des terres dans de bonnes conditions agricoles et environnementales;

3° "exploitation" : l'ensemble des unités de production, situées sur le territoire géographique de la Belgique, gérées de façon autonome par un seul et même agriculteur;

4° "unité de production" : l'ensemble des moyens de production en connexité fonctionnelle, en ce compris les bâtiments, les infrastructures de stockage, les animaux d'élevage et les terres, qui sont nécessaires à l'agriculteur en vue de l'exercice d'une activité agricole;

5° "gestion autonome" : la gestion d'une exploitation qui exclut toute confusion avec un ou plusieurs autres agriculteurs au niveau de la gestion, de l'exécution de l'activité agricole, des moyens de production ou de leur usage;

6° "demande d'aides" : la demande de paiements directs qui couvre plusieurs régimes de soutien des revenus relevant de la politique agricole commune, dont le régime de paiement unique;

7° "régime de paiement unique" : régime d'aide au revenu des agriculteurs tel que visé au titre III du Règlement (CE) n° 1782/2003 du Conseil du 29 septembre 2003 établissant des règles communes pour les régimes de soutien direct dans le cadre de la politique agricole commune et établissant certains régimes de soutien en faveur des agriculteurs;

8° "déclaration de superficie et demande d'aides" : le formulaire, établi par l'administration, qui inclut les demandes d'aides dans le cadre des régimes de soutien direct et de certaines mesures de développement rural, les éléments de gestion et de contrôle relatifs à ces régimes et mesures et à d'autres régimes communautaires ou nationaux et les éléments permettant l'identification de toutes les parcelles agricoles de l'exploitation, leur superficie, leur localisation et leur utilisation (culture et destination);

9° "demande de participation" : la demande de participation au régime de paiement unique pour l'année civile 2005;

10° "période de référence" : la période comprenant les années civiles 2000, 2001 et 2002;

11° "période transitoire" : la période entre le 1^{er} janvier 2003 et le 31 mars 2005;

12° "droit ordinaire" : droit au paiement unique tel que visé à l'article 43 du Règlement (CE) n° 1782/2003;

13° "droit jachère" : droit au paiement unique soumis à l'obligation de mise en jachère telle que visée aux articles 53 à 56 du Règlement (CE) n° 1782/2003;

14° "droit spécial" : droit au paiement unique soumis à des conditions spéciales tel que visé aux articles 47 à 50 du Règlement (CE) n° 1782/2003;

15° "jachère" : toute partie des terres d'une exploitation mise en jachère obligatoirement telle que visée à l'article 19 du présent arrêté et conformément à l'article 54 du Règlement (CE) n° 1782/2003;

16° "Sanitel" : système automatisé de traitement des données concernant l'identification et l'enregistrement des animaux;

17° "superficie admissible" : superficie agricole admissible au bénéfice de l'aide telle que visée à l'article 44, § 2, du Règlement (CE) n° 1782/2003 ou, le cas échéant, à l'article 54 de ce même règlement;

18° "zone" : une des zones définies ci-après :

a) zone Nord : la Région flamande et la Région de Bruxelles-Capitale;

b) zone Sud : la Région wallonne;

19° "réserve" : la réserve gérée régionalement conformément à l'article 11 du Règlement (CE) n° 795/2004 de la Commission du 21 avril 2004 portant modalités d'application du régime de paiement unique prévu par le Règlement (CE) n° 1782/2003 du Conseil établissant des règles communes pour les régimes de soutien direct dans le cadre de la politique agricole commune et établissant certains régimes de soutien en faveur des agriculteurs;

20° "administration" : la Division des aides à l'agriculture de la Direction générale de l'Agriculture du Ministère de la Région wallonne. Cette administration dispose d'une administration centrale sise chaussée de Louvain 14, à 5000 Namur et de Directions des Services extérieurs;

21° "Ministre" : Le Ministre qui a l'Agriculture dans ses attributions.

CHAPITRE II. — *La notification de l'établissement provisoire des droits au paiement unique et la demande éventuelle de révision des droits provisoires*

Art. 2. A compter de l'année civile 2004, l'administration identifie les agriculteurs susceptibles de bénéficier du régime de paiement unique et établit de manière provisoire les montants de référence et les nombres d'hectares visés, à l'article 43 du Règlement (CE) n° 1782/2003.

Avant le 31 décembre 2004, l'administration envoie aux agriculteurs identifiés une notification d'attribution des droits provisoires au paiement unique reprenant les montants de référence, les nombres d'hectares de la période de référence, les nombres de droits au paiement unique et la valeur unitaire de chaque droit. Un détail du calcul des droits est également fourni.

Ne sont pas intégrés dans le calcul :

- le régime d'aide relatif à la prime au maintien du troupeau de vaches allaitantes (prime à la vache allaitante) aux agriculteurs détenant dans leur exploitation des vaches allaitantes;

- le régime d'aide aux semences accordée à la production de semences de base ou de semences certifiées de lin textile ou d'épeautre.

Art. 3. § 1^{er}. Les agriculteurs qui souhaitent une révision de leurs droits provisoires tels qu'établis et notifiés en application de l'article 12 du Règlement (CE) n° 795/2004 de la Commission du 21 avril 2004 portant modalités d'application du régime de paiement unique prévu par le Règlement (CE) n° 1782/2003 du Conseil établissant des règles communes pour les régimes de soutien direct dans le cadre de la politique agricole commune et établissant certains régimes de soutien en faveur des agriculteurs, doivent introduire une demande de révision au moyen du "formulaire standardisé de demande de révision des droits provisoires" disponible auprès de l'administration. Cette demande doit se fonder sur au moins un des éléments énumérés au deuxième paragraphe. Ces éléments, ainsi que les conditions requises y afférant, sont présentés dans la "notice explicative d'attribution des droits provisoires au paiement unique" qui accompagne la notification visée à l'article 2, deuxième alinéa. Toutes les conditions requises relevant du ou des éléments sur lesquels est fondée la demande de révision doivent être satisfaites. Le formulaire et la notice peuvent être obtenus sur simple demande auprès de l'administration.

La demande de révision des droits provisoires doit être accompagnée des pièces justificatives nécessaires à son traitement.

§ 2. Les éléments pris en considération sont :

1° une erreur dans le calcul des montants de référence et/ou des nombres d'hectares qui ont servi à l'établissement provisoire des droits;

2° le début d'activité agricole pendant la période de référence;

3° les héritages, les héritages anticipés ou les successions par voie de cession de bail, qu'il s'agisse de reprise, totale ou partielle, d'exploitation entre parents ou alliés tant au premier, deuxième ou troisième degré ou entre conjoints, au cours de la période de référence ou de la période transitoire;

4° le changement de statut juridique ou de dénomination, limité au passage d'une personne physique en personne morale ou inversement ou au passage d'une personne physique dans un groupement de personnes physiques ou inversement, au cours de la période de référence ou de la période transitoire;

5° la fusion ou la scission d'exploitations au cours de la période de référence ou de la période transitoire;

6° les cas reconnus par l'administration comme forces majeures ou circonstances exceptionnelles, survenus pendant la période de référence ou en 1999 :

- le décès de l'agriculteur ou du conjoint aidant;

- l'incapacité professionnelle de longue durée de l'agriculteur;

- la catastrophe naturelle grave;

- la destruction accidentelle des bâtiments de l'exploitation destinés à l'élevage;

- l'épizootie ayant affecté tout ou partie du cheptel de l'agriculteur et ayant entraîné un ordre d'abattage total ou partiel;

7° les cas reconnus par l'administration comme circonstances exceptionnelles, concernant des agriculteurs dont la production a été gravement affectée au cours de la période de référence par le fait qu'ils aient été soumis, au cours de cette période de référence, à des engagements agro-environnementaux au titre du Règlement (CEE) n° 2078/92 du Conseil du 30 juin 1992 concernant des méthodes de production agricole compatibles avec les exigences de la protection de l'environnement ainsi que l'entretien de l'espace naturel et du Règlement (CE) n° 1257/1999 du Conseil du 17 mai 1999 concernant le soutien au développement rural par le Fonds européen d'orientation et de garantie agricole (FEOGA);

8° les producteurs de houblon soumis, au cours de la période de référence, à un engagement d'arrachage;

9° les clauses contractuelles privées en cas de transfert de terres par vente ou cession de bail, au cours de la période de référence ou de la période transitoire.

§ 3. Toute demande de révision des droits provisoires doit être adressée à l'administration centrale, à l'adresse visée à l'article 1^{er}, point 20°, sous pli recommandé, au plus tard le 31 mars 2005, cachet de la poste faisant foi.

Eventuellement, la demande de révision des droits provisoires peut être déposée auprès de la Direction des Services extérieurs compétente ou à l'administration centrale, contre délivrance d'un accusé de réception, au plus tard le 31 mars 2005, à 17 heures.

§ 4. L'administration est habilitée à apporter toute adaptation nécessaire dans les droits notifiés ou dans les montants de référence.

§ 5. Les conditions de révisions des droits provisoires sont fixées par le Ministre.

CHAPITRE III. — *Les demandes d'agriculteurs autres que ceux couverts par l'article 2 et les demandes d'agriculteurs se trouvant dans une situation spéciale visée à l'article 42, § 4, du Règlement (CE) n° 1782/2003*

Art. 4. Les agriculteurs n'ayant pas été identifiés par la procédure visée à l'article 2 peuvent introduire une demande motivée, accompagnée des pièces justificatives nécessaires à son traitement, en vue de l'établissement de leurs droits au paiement unique. Cette demande doit être adressée à l'administration centrale, à l'adresse visée à l'article 1^{er}, point 20°, sous pli recommandé, au plus tard le 31 mars 2005, cachet de la poste faisant foi.

Eventuellement, cette demande peut être déposée auprès de la Direction des Services extérieurs compétente ou à l'administration centrale, contre délivrance d'un accusé de réception, au plus tard le 31 mars 2005, à 17 heures. Cette demande ne tient pas lieu de demande de participation au régime de paiement unique telle que prévue à l'article 6.

Art. 5. § 1^{er}. Outre les situations reprises à l'article 3, les agriculteurs se trouvant dans une situation spéciale telle que visée à l'article 42, § 4, du Règlement (CE) n° 1782/2003 peuvent requérir l'établissement ou l'adaptation des droits au paiement unique en nombre et/ou en valeur conformément aux articles 18 à 23bis du Règlement (CE) n° 795/2004.

Les modalités de la demande, des conditions supplémentaires et de la charge de la preuve requise, sont prescrites par le Ministre.

Les agriculteurs qui estiment pouvoir bénéficier de droits au paiement unique conformément au premier alinéa doivent en informer l'administration en l'indiquant dans le formulaire de demande d'aides, visé à l'article 9, § 1^{er}, relatif à l'année civile 2005. Cette information tient lieu de demande initiale de droits au paiement unique conformément à l'article 42, § 4, du Règlement (CE) n° 1782/2003. La demande doit être adressée ou déposée auprès de la Direction des Services extérieurs compétente, au plus tard à la date et à l'heure limites visées à l'article 14, § 1^{er}, deuxième alinéa. Selon les instructions de l'administration et dans le délai fixé par celle-ci, la demande initiale doit être ensuite motivée et accompagnée des pièces justificatives nécessaires à son traitement.

§ 2. L'agriculteur qui a sollicité l'établissement ou l'adaptation de ses droits au paiement unique conformément au premier paragraphe, doit, pour pouvoir bénéficier du nombre de droits sollicités, déclarer dans sa demande d'aides l'utilisation de la totalité des droits auxquels il est en droit de prétendre, également si sa demande n'a pas encore été traitée par l'administration au moment de l'introduction de son formulaire de "déclaration de superficie et demande d'aides", comme si sa demande de droits avait été satisfaite.

CHAPITRE IV. — *La demande de participation au régime de paiement unique et la demande concernant l'établissement définitif des droits*

Art. 6. La demande de participation au régime de paiement unique tient lieu de demande d'établissement définitif des droits au paiement unique et est incluse dans le formulaire de demande d'aides, visé à l'article 9, § 1^{er}, relatif à l'année civile 2005.

Elle doit être adressée ou déposée à la Direction des Services extérieurs compétente, au plus tard à la date et à l'heure limites visées à l'article 14, § 1^{er}, deuxième alinéa.

Pendant les vingt-cinq jours calendrier suivant cette date, la demande de participation reste recevable, sans préjudice des réductions prévues à l'article 14, § 1^{er}, troisième alinéa. Au-delà de ce délai, la demande de participation est irrecevable et aucun droit ne pourra être alloué au demandeur.

Art. 7. Lorsque, suite à une vente de tout ou partie d'une exploitation à un autre agriculteur ou à une cession de bail, une clause contractuelle privée prévoit de la part du vendeur ou du bailleur l'autorisation explicite pour l'établissement des droits au paiement unique au bénéfice de l'acquéreur ou du preneur, le vendeur ou le bailleur doit adresser ou déposer sa demande de participation au plus tard à la date et à l'heure limites visées à l'article 6.

CHAPITRE V. — *L'établissement définitif des droits au paiement unique*

Art. 8. Les droits définitifs au paiement unique sont établis au plus tard le 31 décembre 2005.

CHAPITRE VI. - *Les demandes d'aides et les éléments de gestion et de contrôle couverts par la déclaration de superficie*

Art. 9. § 1^{er}. Pour pouvoir bénéficier des paiements directs au titre du régime de paiement unique et des autres régimes de soutien des revenus visés au deuxième paragraphe, l'agriculteur doit compléter et introduire pour l'année considérée une demande d'aides, au moyen d'un formulaire de "déclaration de superficie et demande d'aides". Ce formulaire reprendra tous les renseignements et toutes les informations demandés nécessaires pour établir l'éligibilité du demandeur aux aides.

Afin de pouvoir bénéficier, durant la première année d'application, d'aides également pour des droits sollicités tant en vue d'une révision de ses droits provisoires conformément à l'article 3 qu'en vue de l'établissement ou de l'adaptation de ses droits au paiement unique conformément à l'article 5, § 1^{er}, alors que la ou les demandes n'auraient pas encore été satisfaites au moment de l'introduction de son formulaire de "déclaration de superficie et demande d'aides", l'agriculteur doit déclarer dans sa demande, dès cette première année, toutes les superficies nécessaires à l'utilisation des droits provisoires ainsi qu'à l'utilisation des droits auxquels il prétend.

§ 2. Parmi les régimes de soutien direct, les régimes qui peuvent également faire l'objet de la demande d'aides sont :

- conformément au titre IV, chapitre 2, du Règlement (CE) n° 1782/2003, la prime aux protéagineux accordée aux agriculteurs qui produisent des protéagineux;

- conformément au titre IV, chapitre 4, du même règlement, le paiement à la surface pour les fruits à coque accordé aux agriculteurs qui produisent des fruits à coque;

- conformément au titre IV, chapitre 5, du même règlement, l'aide aux cultures énergétiques accordée pour les superficies ensemencées en cultures énergétiques;

- conformément au titre IV, chapitre 9, du même règlement, l'aide aux semences accordée à la production de semences de base ou de semences certifiées de lin ou d'épeautre.

Art. 10. Outre les régimes de soutien direct, le formulaire de "déclaration de superficie et demande d'aides" peut également servir pour solliciter notamment :

- les subventions agri-environnementales;
- les aides à la méthode de production biologique;
- les aides à la méthode de production intégrée pour fruits à pépins;
- les indemnités compensatoires en régions défavorisées.

Art. 11. Des éléments de gestion et de contrôle relatifs à d'autres régimes communautaires, nationaux ou régionaux, peuvent être demandés et/ou inclus dans le formulaire de "déclaration de superficie et demande d'aides". Ces éléments peuvent être notamment relatifs :

- à l'aide à la production de tabac allouée aux groupements de producteurs dans le secteur du tabac brut, prévue par le Règlement (CEE) n° 2075/92 du Conseil du 30 juin 1992 portant organisation commune de marché dans le secteur du tabac brut;

- aux subventions agri-environnementales;
- aux aides à la méthode de production biologique;
- aux aides à la méthode de production intégrée pour fruits à pépins;
- aux aides aux premiers transformateurs agréés et aux transformateurs assimilés dans le secteur du lin textile et du chanvre textile;
- aux indemnités compensatoires en régions défavorisées;
- au prélèvement dans le secteur du lait et des produits laitiers;
- aux mesures prises dans le cadre du cadastre des épandages;
- aux mesures prises en matière de boues d'épuration.

Art. 12. L'agriculteur doit indiquer dans sa demande au moyen du formulaire de "déclaration de superficie et demande d'aides":

- toutes les parcelles de l'exploitation situées en Belgique, y compris celles dont les tailles et largeurs sont inférieures à celles fixées à l'article 15;
- l'affectation des droits, indiquant l'utilisation des droits au paiement unique telle que définie aux articles 44, 45 et 54 du Règlement (CE) n° 1782/2003. Ces droits seront numérotés à partir de l'année civile 2006;
- les différents régimes pour lesquels il demande des aides;
- toutes les informations demandées nécessaires aux différentes aides concernées;
- toutes les informations demandées nécessaires aux contrôles relatifs au respect de la conditionnalité et au contrôle des règles en matière de bonnes conditions agricoles et environnementales.

La demande contient également une déclaration de l'agriculteur attestant qu'il a pris connaissance des conditions d'octroi des aides concernées.

Art. 13. La demande d'aides doit être introduite, dûment complétée et signée, sous l'une des formes suivantes :

- soit au moyen du formulaire de "déclaration de superficie et demande d'aides" personnalisé que l'administration adresse aux agriculteurs;
- soit au moyen d'un exemplaire vierge dudit formulaire disponible auprès de la Direction du service extérieur compétente pour l'agriculteur considéré;
- soit sur un support informatique présenté et introduit conformément au cahier des charges communiqué par l'administration, accompagné pour chaque agriculteur demandeur d'aides d'un tirage sur papier de son formulaire dûment complété et signé;
- soit, selon des instructions qui pourront être mises en œuvre par l'administration, au moyen d'un formulaire électronique accessible aux agriculteurs.

La demande doit être accompagnée des documents justificatifs prévus dans ledit formulaire de "déclaration de superficie et demande d'aides" et dans sa notice explicative.

Art. 14. § 1^{er}. La demande d'aides doit être adressée chaque année, à la Direction des Services extérieurs compétente soit sous pli recommandé, cachet de la poste faisant foi, soit déposée auprès de cette Direction, contre délivrance d'un accusé de réception, au plus tard à la date et à l'heure déterminée par l'administration.

Pour les demandes relatives à l'année civile 2005, cette date limite est le 31 mars 2005.

Sauf en cas de force majeure ou de circonstances exceptionnelles acceptées par l'administration, l'envoi ou le dépôt du formulaire de "déclaration de superficie et demande d'aides" après la date limite fixée entraîne une réduction de 1 % par jour ouvrable du montant auquel l'agriculteur aurait eu droit si la demande avait été déposée dans le délai imparti.

Toutefois, pour l'année civile 2005, cette réduction s'élève à 4 % par jour ouvrable en ce qui concerne les montants à verser cette année-là au titre du régime de paiement unique à allouer au demandeur.

Lorsque le retard est de plus de vingt-cinq jours calendrier, le formulaire de "déclaration de superficie et demande d'aides" est considéré comme irrecevable et aucun paiement n'est alloué à l'agriculteur.

Ces principes s'appliquent également aux documents, contrats ou déclarations complémentaires qui doivent être transmis à l'administration si ceux-ci sont constitutifs de l'éligibilité de l'aide en question. Dans ce cas, la réduction est appliquée au montant payable au titre de l'aide concernée.

Les cas de force majeure ou de circonstances exceptionnelles visés au troisième alinéa et les preuves y relatives doivent être notifiés à l'administration, par écrit, dans un délai de dix jours ouvrables à partir du jour où l'agriculteur est en mesure de le faire.

§ 2. Toute modification éventuelle relative à l'utilisation ou au régime de soutien direct concernant des parcelles agricoles déjà déclarées ou, sans préjudice de l'application du premier paragraphe, deuxième alinéa, tout ajout de parcelles agricoles non encore déclarées, doit être communiqué, par écrit, à la Direction des Services extérieurs visée au premier paragraphe. Cette communication doit lui être adressée ou déposée au plus tard le 31 mai de l'année considérée.

L'envoi ou le dépôt de cette communication après le 31 mai de l'année considérée entraîne une réduction d'1 % par jour ouvrable des montants liés à l'utilisation réelle des parcelles agricoles concernées.

Les modifications ou ajouts ne sont recevables que jusqu'à la date limite de recevabilité du formulaire de "déclaration de superficie et demande d'aides" visée au premier paragraphe, cinquième alinéa. Lorsque cette date limite de recevabilité est antérieure ou correspond au 31 mai de l'année considérée, les modifications ou ajouts sont considérés comme irrecevables au-delà du 31 mai de l'année considérée. Pour l'année civile 2005, la date limite de recevabilité est fixée au 31 mai 2005.

En outre, toute modification ou tout ajout ayant pour effet d'augmenter une ou plusieurs des aides peut être pris en considération pour le calcul de ces aides pour autant que les exigences prévues par les régimes d'aide concernés soient respectées.

Une demande d'aides peut être retirée en tout ou en partie à tout moment. Les retraits effectués placent le demandeur dans la position où il se trouvait avant d'introduire la demande d'aides ou la partie de demande d'aides en question.

Toutefois, lorsque l'administration a déjà informé l'agriculteur des irrégularités que comporte la demande d'aides ou lorsqu'elle l'a averti de son intention de procéder à un contrôle sur place et que ce contrôle révèle des irrégularités, les modifications et ajouts visés au premier alinéa ne sont pas autorisés pour les parcelles agricoles concernées par ces irrégularités et les retraits ne sont pas autorisés pour les parties de la demande d'aides concernées par ces irrégularités.

CHAPITRE VII. — *Les superficies minimales des parcelles*

Art. 15. Les parcelles agricoles qui font l'objet d'une demande d'aides au titre de l'un des régimes de soutien direct visés à l'article 9 doivent être d'un seul tenant et relatifs à une seule utilisation au sens de l'article 2, point 15, du Règlement (CE) n° 796/2004 de la Commission du 21 avril 2004 portant modalités d'application de la conditionnalité, de la modulation et du système intégré de gestion et de contrôle prévus par le Règlement (CE) n° 1782/2003 du Conseil du 29 septembre 2003 établissant des règles communes pour les régimes de soutien direct dans le cadre de la politique agricole commune et établissant certains régimes de soutien en faveur des agriculteurs. Elles ne peuvent avoir une superficie inférieure à 0,10 ha.

Toutefois, pour l'année civile 2005, elles ne peuvent avoir une superficie inférieure à 0,30 ha.

Pour les agriculteurs soumis à l'obligation de mettre en jachère une partie des terres de leur exploitation, les parcelles de jachère liées à cette obligation ou qui en sont exonérées en application de l'article 19, § 2, ne peuvent être, dès l'année civile 2005, d'une superficie inférieure à 0,10 ha ni d'une largeur inférieure à 10 mètres.

Pour un agriculteur qui souhaite bénéficier du paiement à la surface visé à l'article 9, § 2, deuxième tiret, la superficie minimale d'un verger producteur de fruits à coque est, dès l'année civile 2005, fixée à 0,10 ha.

Le Ministre peut déterminer d'autres superficies ou largeurs minimales.

CHAPITRE VIII. — *L'utilisation des droits au paiement unique et les retours à la réserve*

Art. 16. Les droits au paiement unique ne peuvent être utilisés que sur le territoire national.

En application de l'article 46 du Règlement (CE) n° 1782/2003 et de l'article 26 du Règlement (CE) n° 795/2004, les droits au paiement unique utilisés au cours de l'année civile 2005 sur le territoire de la zone Sud ne peuvent être utilisés en dehors de cette zone, conformément à l'accord de coopération du 30 mars 2004 entre la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale concernant l'exercice des compétences régionalisées dans le domaine de l'Agriculture et de la Pêche.

Art. 17. Les parcelles correspondant à la superficie admissible liée à un droit au paiement unique doivent être à la disposition de l'agriculteur concerné pendant une période de dix mois au moins, qui court du 1^{er} novembre de l'année précédant l'année d'introduction d'une demande d'aides au 31 août de l'année d'introduction de la demande.

L'agriculteur concerné est autorisé à mettre en place, au plus tôt à partir du 15 juillet, une culture dérobée sur les parcelles visées au premier alinéa et pour une période maximale de trois mois.

Art. 18. A partir de l'année civile 2006, les droits au paiement unique sont numérotés et les droits utilisés doivent être identifiés dans la demande d'aides.

En ce qui concerne l'utilisation des droits au paiement unique, les droits jachères doivent être utilisés avant tout autre droit.

Tout droit au paiement unique non utilisé pendant trois années successives est versé à la réserve.

En outre, tout droit obtenu conformément à l'article 42, § 4, du Règlement (CE) n° 1782/2003 ou issu de la réserve doit être utilisé chaque année pendant une période de cinq ans courant à partir de son attribution. Dans le cas contraire, tout droit non utilisé est reversé immédiatement à la réserve.

CHAPITRE IX. — *Les jachères*

Art. 19. § 1^{er}. Dans le cadre de l'utilisation de ses droits jachères visés aux articles 53 à 56 du Règlement (CE) n° 1782/2003, l'agriculteur soumis à l'obligation de mettre en jachère une partie des terres de son exploitation, doit respecter les obligations déterminées par le Ministre. Pour satisfaire aux exigences de cette jachère, l'agriculteur doit s'engager, dans sa demande d'aides, à les respecter.

§ 2. Dans le cadre de l'utilisation de ses droits jachères, un agriculteur n'est pas soumis à l'obligation de mise en jachère si :

1° l'ensemble de son exploitation et l'ensemble de sa production sont gérés selon le mode de production biologique conformément aux obligations établies par le Règlement (CEE) n° 2092/91 du Conseil du 24 juin concernant ce mode de production biologique de produits agricoles et sa présentation sur les produits agricoles et les denrées alimentaires;

2° les terres mises en jachères sont utilisées pour la production de cultures dont les matières premières sont destinées à la transformation, dans la Communauté, en produits qui ne sont pas directement destinés à la consommation humaine ou animale, et pour autant que soient respectées les dispositions de l'article 13, § 2, du Règlement (CE) n° 796/2004 précité et les dispositions des articles 143 à 169 du Règlement (CE) n° 1973/2004 de la Commission du 29 octobre 2004 portant modalités d'application du Règlement (CE) n° 1782/2003 du Conseil en ce qui concerne les régimes d'aides prévus aux titres IV et IV^{bis} dudit règlement et l'utilisation de terres mises en jachère pour la production de matières premières.

Art. 20. L'agriculteur soumis à l'obligation de mettre en jachère une partie des terres de son exploitation peut, sur une ou plusieurs des parcelles de son exploitation, choisir de s'engager dans un régime de jachère faune destiné à protéger et favoriser la faune sauvage.

Art. 21. Au-delà des superficies de jachères visées à l'article 19, l'agriculteur peut retirer de la production des terres arables de son exploitation sans y être obligé en vertu de l'article 54 du Règlement (CE) n° 1782/2003. Ces terres doivent être maintenues dans de bonnes conditions agricoles et environnementales, conformément à l'article 27.

Art. 22. Le Ministre détermine les conditions d'application et les obligations relatives au présent chapitre.

CHAPITRE X. — *Cas particulier des droits soumis à des conditions spéciales*

Art. 23. L'agriculteur qui détient des droits soumis à des conditions spéciales, ci-après nommés droits spéciaux visés à l'article 1^{er}, point 14^o, est autorisé à déroger à l'obligation de fournir un nombre d'hectares admissibles équivalents au nombre de droits à condition de maintenir au moins 50 % de l'activité agricole qu'il exerçait durant la période de référence, exprimée en unité de gros bétail (U.G.B.).

L'agriculteur qui satisfait à cette condition de maintien de l'activité agricole peut demander à l'administration l'application de ces conditions spéciales, avant une date limite fixée par elle et selon ses instructions. Cette demande peut être renouvelée au cours des années suivantes, notamment en cas de modification de ses droits ou des superficies de l'exploitation.

Afin de vérifier auprès d'un agriculteur détenteur de droits spéciaux, la condition du respect du seuil minimum d'activité agricole, la base de données du système Sanitel est utilisée, selon les modalités fixées par l'administration, pour déterminer le nombre d'U.G.B.

CHAPITRE XI. — *Les transferts de droits au paiement unique*

Art. 24. Les droits au paiement unique peuvent être transférés après leur établissement définitif.

En application de l'article 46 du Règlement (CE) n° 1782/2003 et de l'article 26 du Règlement (CE) n° 795/2004, les droits au paiement unique utilisés au cours de l'année civile 2005 sur le territoire de la zone Sud ne peuvent être transférés en dehors de cette zone, conformément à l'accord de coopération du 30 mars 2004 entre la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale concernant l'exercice des compétences régionalisées dans le domaine de l'Agriculture et de la Pêche.

Le Gouvernement détermine les dispositions et les conditions en matière de transferts de droits au paiement unique ainsi que les éventuelles réductions pour la réserve lors de transferts de droits.

CHAPITRE XII. — *Les autres régimes de soutien direct des revenus*

Art. 25. § 1^{er}. L'administration peut octroyer annuellement, différentes aides relatives aux autres régimes de soutien direct des revenus :

- les aides visées à l'article 9, § 2, dont la demande est incluse dans le formulaire déclaration de superficie et demande d'aides;

- sur demande, les paiements pour la viande bovine, visés au titre IV, chapitre 12, du Règlement (CE) n° 1782/2003, accordés sous la forme d'une prime au maintien du troupeau de vaches allaitantes (prime à la vache allaitante) aux agriculteurs détenant dans leur exploitation des vaches allaitantes;

- sur demande, l'aide à la production de tabac allouée aux groupements de producteurs dans le secteur du tabac brut, prévue par le Règlement (CEE) n° 2075/92 du Conseil du 30 juin 1992;

- sur demande, la prime aux produits laitiers et les paiements supplémentaires accordés, durant les années civiles 2004 et 2005, aux producteurs de lait, sur base de la quantité individuelle de référence qu'ils détiennent et admissible au bénéfice de la prime, en application du titre IV, chapitre 7, du Règlement (CE) n° 1782/2003.

§ 2. A partir du 1^{er} janvier 2006, les montants provenant de la prime au tabac, conformément au Règlement (CEE) n° 2075/92, sont inclus à raison d'un pourcentage à définir par le Ministre mais égal ou supérieur à 40 %, dans le régime de paiement unique.

A partir du 1^{er} janvier 2010, cette prime est incluse à raison de 50 % dans le régime de paiement unique.

§ 3. A partir du 1^{er} janvier 2006, les montants provenant de la prime aux produits laitiers et les paiements supplémentaires, prévus par le titre IV, chapitre 7, du Règlement (CE) n° 1782/2003, sont inclus en totalité dans le régime de paiement unique. Les droits au paiement unique des agriculteurs concernés sont calculés conformément aux modalités prévues aux articles 47, § 2, et 48 à 50 du Règlement (CE) n° 1782/2003 et aux articles 5 et 31 du Règlement (CE) n° 795/2004.

CHAPITRE XIII. — *La modulation et le montant supplémentaire de l'aide*

Art. 26. § 1^{er}. Tous les montants relatifs aux régimes de paiement unique et aux autres régimes de soutien direct des revenus visés aux articles 9, § 2, et 25, § 1^{er}, à octroyer pour une année civile donnée à un agriculteur, sont réduits chaque année jusqu'en 2012 des pourcentages prévus par l'article 10, § 1^{er}, du Règlement (CE) n° 1782/2003.

§ 2. Un montant supplémentaire de l'aide est accordé annuellement aux agriculteurs recevant des paiements directs. Ce montant est égal au montant résultant de l'application des pourcentages de réduction visés au premier paragraphe aux 5.000 premiers euros de paiements directs ou moins. Ce montant peut être réduit en application de l'article 12, § 2, du Règlement (CE) n° 1782/2003.

CHAPITRE XIV. — *La conditionnalité*

Art. 27. Tout agriculteur demandant des paiements directs est tenu de respecter les exigences réglementaires en matière de gestion, les normes en matière de bonnes conditions agricoles et environnementales, y compris pour les superficies laissées hors production ainsi que les obligations en ce qui concerne le maintien des terres consacrées aux pâturages permanents.

Le contrôle du respect des obligations concernant le maintien de la superficie consacrée aux pâturages permanents ainsi que le contrôle du respect des normes en matière de bonnes conditions agricoles et environnementales sont sous la responsabilité de l'administration.

L'exécution du contrôle du respect des exigences réglementaires en matière de gestion relève des autorités compétentes.

Art. 28. Le Gouvernement fixe les lignes directrices de la conditionnalité en Région wallonne. Le Ministre détermine les modalités d'application en matière de conditionnalité.

CHAPITRE XV. — *Les contrôles et pénalités*

Art. 29. § 1^{er}. Le Ministre peut préciser non limitativement des situations considérées comme conditions créées artificiellement pour bénéficier de paiements et obtenir ainsi un avantage non conforme aux objectifs du régime de soutien considéré. Le cas échéant, il appartient aux agriculteurs se trouvant dans des situations particulières de s'assurer de cette conformité aux objectifs en requerrant par écrit l'avis préalable de l'administration. L'avis remis par l'administration sur base des éléments avancés par le ou les agriculteurs concernés et éventuellement constatés sur place, est contraignant. Cet avis est remis sous réserve de changements réglementaires ou de l'existence d'autres éléments que ceux avancés lors de la demande ou encore de changements dans la situation de l'agriculteur ou au niveau de l'exploitation gérée.

§ 2. L'administration assure la coordination des contrôles et est chargée des contrôles relatifs aux demandes et à la vérification du respect des conditions d'octroi des aides. Les tâches de contrôles relatives aux exigences réglementaires en matière de gestion sont sous la responsabilité des organismes spécialisés compétents en matière de contrôle visés à l'article 26, deuxième alinéa.

§ 3. Si pour une année donnée, un agriculteur ne déclare pas toutes les parcelles de l'exploitation conformément à l'article 12, premier tiret, et si la différence entre la superficie totale déclarée dans la demande unique d'une part et la superficie déclarée plus la superficie des parcelles non déclarées, d'autre part, est supérieure à 3 % de la superficie déclarée, le montant global des paiements directs payables à cet agriculteur pour ladite année subit une réduction allant jusqu'à 3 %.

§ 4. En cas de non-conformité aux conditions d'octroi de l'aide considérée ou en cas d'irrégularité, les réductions ou exclusions prévues par les articles 6 et 7 du Règlement (CE) n° 1782/2003 et par les titres IV et V du Règlement (CE) n° 796/2004 sont d'application.

Les autres pénalités, réductions ou exclusions à appliquer en cas de non conformité aux conditions d'octroi des aides ou en cas d'irrégularité sont établies par l'administration sur base des critères et conditions fixés par le Ministre.

CHAPITRE XVI. — *Les versements des aides et les récupérations de paiements ou de droits indus*

Art. 30. L'administration est chargée du paiement des aides prévues par le présent arrêté ainsi que de la récupération des paiements indus ou des droits au paiement unique indûment alloués.

Art. 31. § 1^{er}. En cas de montant indûment versé, quel que soit le régime d'aides géré par l'administration, y compris les aides versées à titre de soutien en matière de développement rural ou en cas de prélèvement dans le secteur laitier, l'administration peut opérer une compensation avec tout montant d'aide visée par le présent arrêté, dû à l'agriculteur demandeur d'aides.

Le recouvrement d'un paiement indu peut être effectué par voie de déduction sur les paiements ou sur les avances qui interviennent en faveur de l'agriculteur concerné après la décision de recouvrement. Toutefois, l'agriculteur concerné reste libre de rembourser les sommes dues sans attendre cette déduction.

L'alinéa précédent reste applicable en cas de saisie, de cession, de situation de concours ou procédure d'insolvabilité.

§ 2. Le recouvrement dont le montant total est inférieur ou égal à 100 euros, par demande à laquelle se réfère le recouvrement, intérêts non compris, ne sera pas poursuivi dans l'hypothèse où les coûts administratifs engendrés par le recouvrement sont disproportionnés par rapport au recouvrement considéré.

§ 3. En cas de recouvrement, le taux d'intérêt est calculé au taux légal. Les intérêts courent de la notification de l'obligation de remboursement à l'agriculteur jusqu'à la date dudit remboursement ou de la déduction des sommes dues. Lorsque le paiement indu est remboursé dans les trente premiers jours calendrier suivant la date de la demande de recouvrement ou lorsque la déduction des sommes dues est opérée dans le même délai, aucun intérêt n'est dû. Le recouvrement dont le montant total d'intérêts est inférieur ou égal à 50 euros, par demande à laquelle se réfère le recouvrement, ne sera pas poursuivi dans l'hypothèse où les coûts administratifs engendrés par le recouvrement sont disproportionnés par rapport au recouvrement considéré.

Art. 32. § 1^{er}. Lorsqu'il est établi, après que des droits au paiement unique ont été alloués à un agriculteur, que certains droits lui ont été alloués indûment, ceux-ci sont attribués à la réserve, sans indemnité.

Si l'agriculteur concerné a entre-temps transféré à d'autres agriculteurs des droits au paiement unique et si cet agriculteur à qui les droits au paiement unique ont été alloués à l'origine ne dispose pas d'un nombre suffisant de droits pour satisfaire à l'attribution à la réserve, les droits ou le solde des droits identifiés comme ayant été indûment alloués, sont également attribués à la réserve, sans indemnité, à concurrence du nombre de droits au paiement unique qui a été transféré.

Les droits indûment alloués sont considérés comme n'ayant jamais été attribués.

§ 2. Lorsqu'il est établi, après que les droits au paiement unique ont été alloués à un agriculteur, que la valeur de ces droits est trop élevée, cette valeur est ajustée en conséquence.

Cet ajustement de valeur des droits s'applique également aux droits au paiement unique, dont il est établi que la valeur est trop élevée, que l'agriculteur a transféré entre-temps à d'autres agriculteurs.

La valeur de la réduction est attribuée à la réserve.

Les droits au paiement unique concernés sont considérés comme ayant été attribués dès le départ à la valeur résultant de l'ajustement.

§ 3. Les montants indûment versés sont récupérés conformément à l'article 31.

CHAPITRE XVII. — *Dispositions générales*

Art. 33. Tout recours contre une décision de l'administration doit, sous peine de forclusion, lui être adressé dans les trente jours calendrier suivant la notification de la décision.

Art. 34. L'Inspecteur général de la Division des aides à l'agriculture de la Direction générale de l'Agriculture du Ministère de la Région wallonne ou, en cas d'absence ou d'empêchement, le fonctionnaire qui le remplace, a délégation pour engager, approuver et ordonnancer les dépenses relatives aux aides prévues par le présent arrêté.

Art. 35. Les infractions à la présente réglementation sont recherchées, constatées et punies conformément à la loi du 28 mars 1975 relative au commerce des produits de l'agriculture, de l'horticulture et de la pêche maritime.

Les infractions au présent arrêté peuvent faire l'objet d'une amende administrative conformément à l'article 8 de la loi du 28 mars 1975 précitée. Est désigné en qualité de fonctionnaire compétent pour accomplir les actes et prendre les décisions concernant les amendes administratives, le Directeur général de la Direction générale de l'Agriculture du Ministère de la Région wallonne ou, en cas d'absence ou d'empêchement, le fonctionnaire qui le remplace.

Art. 36. L'arrêté royal du 3 mai 1994 relatif à la prime au bénéfice des producteurs de viande ovine est abrogé.

L'arrêté royal du 18 juillet 2000 relatif à l'application du système intégré de gestion et de contrôle relatif à certains régimes d'aides communautaires est abrogé.

L'arrêté royal du 30 novembre 2001 relatif à la prime à l'abattage dans le secteur de la viande bovine est abrogé mais continue à s'appliquer :

- pour les producteurs qui ont introduit une demande de prime à l'abattage "bovins adulte" pour des bovins adultes abattus jusqu'au 31 décembre 2004 inclus;
- pour les veaux abattus jusqu'au 31 décembre 2004 inclus pour lesquels la demande de prime est antérieure au 1^{er} mars 2005.

L'arrêté royal du 30 novembre 2001 relatif à la prime spéciale et au paiement à l'extensification pour les producteurs de viande bovine est abrogé mais continue à s'appliquer à toute prime et à tout paiement relatifs à l'année civile 2004.

L'arrêté royal du 30 novembre 2001 relatif aux paiements supplémentaires dans le secteur de la viande bovine est abrogé mais continue à s'appliquer à tout paiement supplémentaire relatif à l'année civile 2004.

L'arrêté royal du 19 décembre 2001 instituant un régime de soutien aux producteurs de certaines cultures arables est abrogé.

L'arrêté royal du 21 décembre 2001 relatif aux modalités d'application du régime d'aide dans le secteur du houblon est abrogé mais continue à s'appliquer à tout paiement relatif à la campagne de commercialisation 2004.

L'arrêté du Gouvernement wallon du 24 juillet 2003 portant modalités d'application du régime de soutien aux producteurs de certaines cultures arables, en ce qui concerne l'utilisation des terres mises en jachère pour la production de matières premières servant à la fabrication, dans la Communauté, de produits qui ne sont pas directement destinés à la consommation humaine ou animale est abrogé mais continue à s'appliquer à toute demande relative à l'année civile 2004.

L'arrêté du Gouvernement wallon du 10 mars 2005 déterminant les modalités, les conditions et la date limite d'introduction des demandes de révision des droits provisoires relatifs au régime de paiement unique dans le cadre de la politique agricole commune est abrogé.

Art. 37. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 2005 sauf l'article 2 qui produit ses effets le 29 juillet 2004.

Toutefois, les autres régimes de soutien direct suivants, s'appliquent à compter du 1^{er} janvier 2004 :

- le paiement à la surface pour les fruits à coque accordé aux agriculteurs qui produisent des fruits à coque;
- l'aide aux cultures énergétiques accordée pour les superficies ensemencées en cultures énergétiques;
- la prime aux produits laitiers et de paiements supplémentaires aux producteurs de lait.

En outre, la prime aux protéagineux accordée aux agriculteurs qui produisent des protéagineux visés à l'article 9, § 2, est d'application à partir de la campagne 2004/2005.

Art. 38. Le Ministre qui a l'Agriculture dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 23 février 2006.

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,

B. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2006 — 1164

[2006/200957]

23. FEBRUAR 2006 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Einführung der Direktstützungsregelungen im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Gesetzes vom 28. März 1975 über den Handel mit Erzeugnissen der Landwirtschaft, des Gartenbaus und der Seefischerei, insbesondere Art. 3 § 1, Punkt 1^o, zuletzt abgeändert durch den Königlichen Erlass vom 22. Februar 2001;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 1258/1999 des Rates vom 17. Mai 1999 über die Finanzierung der Gemeinsamen Agrarpolitik;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 1782/2003 des Rates vom 29. September 2003 mit gemeinsamen Regeln für Direktzahlungen im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik und mit bestimmten Stützungsregelungen für Inhaber landwirtschaftlicher Betriebe und zur Änderung der Verordnungen (EWG) Nr. 2019/93, (EG) Nr. 1452/2001, (EG) Nr. 1453/2001, (EG) Nr. 1454/2001, (EG) Nr. 1868/94, (EG) Nr. 1251/1999, (EG) Nr. 1254/1999, (EG) Nr. 1673/2000, (EWG) Nr. 2358/71 und (EG) Nr. 2529/2001, zuletzt abgeändert durch die Verordnung (EG) Nr. 2183/2005 der Kommission vom 22. Dezember 2005;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 2237/2003 der Kommission vom 23. Dezember 2003 mit Durchführungsbestimmungen zu bestimmten Stützungsregelungen gemäß Titel IV der Verordnung (EG) Nr. 1782/2003 des Rates mit gemeinsamen Regeln für Direktzahlungen im Rahmen der gemeinsamen Agrarpolitik und mit bestimmten Stützungsregelungen für Inhaber landwirtschaftlicher Betriebe, aufgehoben mit Wirkung am 1. Januar 2005 durch die Verordnung (EG) Nr. 1973/2004 der Kommission vom 29. Oktober 2004, aber jedoch noch immer anwendbar auf die Beihilfeanträge für den Prämienzeitraum 2004-2005;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 795/2004 der Kommission vom 21. April 2004 mit Durchführungsbestimmungen zur Betriebsprämienregelung gemäß der Verordnung (EG) Nr. 1782/2003 des Rates mit gemeinsamen Regeln für Direktzahlungen im Rahmen der gemeinsamen Agrarpolitik und mit bestimmten Stützungsregelungen für Inhaber landwirtschaftlicher Betriebe, zuletzt abgeändert durch die Verordnung (EG) Nr. 2183/2005 der Kommission vom 22. Dezember 2005;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 796/2004 der Kommission vom 21. April 2004 mit Durchführungsbestimmungen zur Einhaltung anderweitiger Verpflichtungen, zur Modulation und zum Integrierten Verwaltungs- und Kontrollsystem nach der Verordnung (EG) Nr. 1782/2003 des Rates mit gemeinsamen Regeln für Direktzahlungen im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik und mit bestimmten Stützungsregelungen für Inhaber landwirtschaftlicher Betriebe, zuletzt abgeändert durch die Verordnung (EG) Nr. 263/2006 der Kommission vom 15. Februar 2006;

Aufgrund der Verordnung (EG) Nr. 1973/2004 der Kommission vom 29. Oktober 2004 mit Durchführungsvorschriften zu der Verordnung (EG) Nr. 1782/2003 des Rates hinsichtlich der Stützungsregelungen nach Titel IV und IVbis der besagten Verordnung und der Verwendung von Stilllegungsflächen für die Erzeugung von Rohstoffen, zuletzt abgeändert durch die Verordnung (EG) Nr. 263/2006 der Kommission vom 15. Februar 2006;

Aufgrund des Kooperationsabkommens vom 18. Juni 2003 zwischen dem Föderalstaat, der Flämischen Region, der Wallonischen Region und der Region Brüssel-Hauptstadt über die Ausübung der regionalisierten Zuständigkeiten in den Bereichen Landwirtschaft und Fischerei;

Aufgrund des Kooperationsabkommens vom 30. März 2004 zwischen der Flämischen Region, der Wallonischen Region und der Region Brüssel-Hauptstadt über die Ausübung der regionalisierten Zuständigkeiten in den Bereichen Landwirtschaft und Fischerei;

Aufgrund des Beschlusses der Wallonischen Regierung vom 18. März 2004 über die Durchführung der Gemeinsamen Agrarpolitik;

Aufgrund der belgischen Mitteilung vom 29. Juli 2004 bezüglich der Artikel 58 § 1, 64 § 1, und 70 § 1, Punkt a), 2. Strich der Verordnung (EG) Nr. 1782/2003;

Aufgrund der am 27. September 2005 stattgefundenen Konzertierung zwischen den Regionalregierungen und der Föderalbehörde;

Aufgrund des am 12. Juli 2005 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 20. Juli 2005 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3 § 1, ersetzt durch das Gesetz vom 4. Juli 1989 und abgeändert durch das Gesetz vom 4. August 1996;

In Erwägung der Verpflichtung, den in der Präambel aufgeführten Verordnungen des Rats und der Kommission unverzüglich nachzukommen;

In der Erwägung, dass die Zuständigkeiten auf dem Gebiet der Landwirtschaft seit dem 1. Januar 2002 den Regionen übertragen worden sind;

In der Erwägung, dass es Anlass gibt, die Direktstützungsregelungen zugunsten der Landwirte, die ab dem 1. Januar 2005 und in bestimmten Fällen ab dem 1. Januar 2004 anwendbar werden, festzulegen, um deren Durchführungsbestimmungen zu regeln;

In der Erwägung, dass die Flächen- und Beihilfeantragserklärung in den Verwaltungs- und Prüfverfahren im Rahmen von anderen gemeinschaftlichen oder nationalen Regelungen benutzt werden kann;

In der Erwägung, dass Geldstrafen vorgesehen sind im Falle der Nichteinhaltung der von den Europäischen Bestimmungen auferlegten Fristen für die Einführung dieser neuen Regelungen und für die Zahlung der betroffenen Beihilfen an die Landwirte;

Aufgrund des am 10. Januar 2006 abgegebenen Gutachtens des Staatsrats;

Auf Vorschlag des Ministers der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus;
Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — *Begriffsbestimmungen*

Artikel 1 - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Begriffsbestimmungen:

1° "Landwirt": natürliche oder juristische Person oder Zusammenschluss von natürlichen und/oder juristischen Personen, deren Betrieb sich in Belgien befindet, und die dort eine landwirtschaftliche Tätigkeit ausübt;

2° "landwirtschaftliche Tätigkeit": die Erzeugung, die Haltung oder der Anbau landwirtschaftlicher Erzeugnisse einschließlich Ernten, Melken und Tierproduktion, oder die Erhaltung von Flächen in gutem agronomischem und ökologischem Zustand;

3° "Betrieb": alle von ein und demselben Landwirt autonom verwalteten Produktionseinheiten, deren Betriebsitz auf dem geographischen Gebiet Belgiens gelegen ist;

4° "Produktionseinheit": alle funktionalen Zusammenschlüsse von Produktionsmitteln, einschließlich der Gebäude, Lagereinrichtungen, landwirtschaftlichen Nutztiere und Ländereien, die der Landwirt für die Ausübung einer landwirtschaftlichen Tätigkeit benötigt;

5° "autonome Verwaltung": die Verwaltung eines Betriebs, die jede Verwechslung mit einem oder mehreren anderen Landwirten ausschließt, was die Verwaltung, die Durchführung der landwirtschaftlichen Tätigkeit, die Produktionsmittel oder deren Benutzung angeht;

6° "Beihilfeantrag": der Antrag auf Direktzahlungen im Rahmen von mehreren Einkommensstützungsregelungen der Gemeinsamen Agrarpolitik, worunter die Betriebsprämienregelung;

7° "Betriebsprämienregelung": eine Regelung in Bezug auf Einkommenszahlungen zugunsten der Landwirte im Sinne von Titel III der Verordnung (EG) Nr. 1782/2003 des Rates mit gemeinsamen Regeln für Direktzahlungen im Rahmen der gemeinsamen Agrarpolitik und mit bestimmten Stützungsregelungen für Inhaber landwirtschaftlicher Betriebe;

8° "Flächen- und Beihilfeantragserklärung": das von der Verwaltung erstellte Formular, das die Beihilfeanträge im Rahmen der Direktstützungsregelungen und bestimmter Maßnahmen zur ländlichen Entwicklung, die Verwaltungs- und Kontrollangaben in Zusammenhang mit diesen Regelungen und Maßnahmen und sonstigen gemeinschaftlichen oder nationalen Regelungen und die Angaben zur Identifizierung aller landwirtschaftlichen Parzellen des Betriebs, ihrer Fläche, ihrer Lage und ihrer Nutzung (Kultur und Zweckbestimmung) enthält;

9° "Antrag auf Teilnahme": der Antrag auf Teilnahme an der Betriebsprämienregelung für das Kalenderjahr 2005;

10° "Bezugszeitraum": der Zeitraum, der die Kalenderjahre 2000, 2001 und 2002 umfasst;

11° "Übergangszeitraum": der Zeitraum zwischen dem 1. Januar 2003 und dem 31. März 2005;

12° "normaler Anspruch": Anspruch auf die Betriebsprämie im Sinne von Artikel 43 der Verordnung (EG) Nr. 1782/2003;

13° "Stilllegungsanspruch": Anspruch auf die Betriebsprämie, der der Verpflichtung der Flächenstilllegung im Sinne von Artikeln 53 bis 56 der Verordnung (EG) Nr. 1782/2003 unterliegt;

14° "besonderer Zahlungsanspruch": Anspruch auf die Betriebsprämie, der Sonderbedingungen im Sinne von Artikeln 47 bis 50 der Verordnung (EG) Nr. 1782/2003 unterliegt;

15° "Stilllegungsfläche" oder "stillgelegte Fläche": jeder Teil der zwangsweise stillgelegten Flächen eines Betriebs im Sinne von Art. 19 des vorliegenden Erlasses und in Übereinstimmung mit Art. 54 der Verordnung (EG) Nr. 1782/2003;

16° "Sanitel": automatisiertes System der Datenverarbeitung für die Identifizierung und Registrierung der Tiere;

17° "beihilfefähige Fläche": landwirtschaftliche Fläche, für die eine Beihilfe im Sinne von Art. 44 § 2 der Verordnung (EG) Nr. 1782/2003 oder ggf. Art. 54 dieser Verordnung zuteil werden kann;

18° "Zone": eines der nachstehend bestimmten Gebiete:

a) Nord-Zone: die Flämische Region und die Region Brüssel-Hauptstadt;

b) Süd-Zone: die Wallonische Region;

19° "Reserve": die regional verwaltete Reserve im Sinne von Art. 11 der Verordnung (EG) Nr. 795/2004 der Kommission vom 21. April 2004 mit Durchführungsbestimmungen zur Betriebsprämienregelung gemäß der Verordnung (EG) Nr. 1782/2003 des Rates mit gemeinsamen Regeln für Direktzahlungen im Rahmen der gemeinsamen Agrarpolitik und mit bestimmten Stützungsregelungen für Inhaber landwirtschaftlicher Betriebe;

20° "Verwaltung": die Abteilung Beihilfen für die Landwirtschaft der Generaldirektion der Landwirtschaft des Ministeriums der Wallonischen Region. Diese Verwaltung verfügt über Zentraldienststellen an folgender Anschrift: chaussée de Louvain 14, in 5000 Namur und über Direktionen der Außendienststellen;

21° "Minister": der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Landwirtschaft gehört.

KAPITEL II — Die Mitteilung der vorläufigen Festlegung der Ansprüche auf eine Betriebsprämie und der eventuelle Antrag auf Revision der vorläufigen Ansprüche

Art. 2 - Ab dem Kalenderjahr 2004 identifiziert die Verwaltung die Landwirte, die ggf. die Betriebsprämienregelung in Anspruch nehmen könnten und legt die Referenzbeträge und berücksichtigten Hektarzahlen gemäß Artikel 43 der Verordnung (EG) Nr. 1782/2003 vorläufig fest.

Vor dem 31. Dezember 2004 übermittelt die Verwaltung den identifizierten Landwirten eine Mitteilung über die Zuteilung der vorläufigen Ansprüche auf die Betriebsprämie, in der die Referenzbeträge, die Hektarzahlen der Bezugsperiode, die Anzahl Ansprüche auf die Betriebsprämie und der Einheitswert jedes Zahlungsanspruchs angegeben werden. Eine detaillierte Berechnung der Zahlungsansprüche wird ebenfalls geliefert.

Die folgenden Regelungen werden in die Berechnung nicht mit einbezogen:

- die Beihilferegelung bezüglich der Prämie zur Erhaltung des Mutterkuhbestands (Mutterkuhprämie) zugunsten der Landwirte, die in ihrem Betrieb Mutterkühe halten;

- die Beihilferegelung für Saatgut. Diese Beihilfe wird für die Erzeugung von Basissaatgut oder zertifiziertem Saatgut von Faserlein oder Spelz gewährt.

Art. 3 - § 1 - Die Landwirte, die eine Revision ihrer vorläufigen Ansprüche beantragen möchten, die gemäß der Verordnung (EG) Nr. 795/2004 der Kommission vom 21. April 2004 mit Durchführungsbestimmungen zur Betriebsprämienregelung gemäß der Verordnung (EG) Nr. 1782/2003 des Rates mit gemeinsamen Regeln für Direktzahlungen im Rahmen der gemeinsamen Agrarpolitik und mit bestimmten Stützungsregelungen für Inhaber landwirtschaftlicher Betriebe festgelegt worden sind, müssen einen Antrag auf Revision einreichen; dies erfolgt anhand des bei der Verwaltung verfügbaren "standardisierten Formulars zur Beantragung einer Revision der vorläufigen Ansprüche". Dieser Antrag muss sich auf zumindest eines der im zweiten Paragraphen aufgelisteten Elemente stützen. Diese Elemente sowie die entsprechenden Voraussetzungen werden in den "Erläuterungen über die Zuteilung von vorläufigen Ansprüchen auf die Betriebsprämie" dargestellt, die der in Artikel 2, 2. Absatz erwähnten Mitteilung beigefügt werden. Alle Voraussetzungen in Bezug auf das oder die Elemente, auf die der Antrag auf Revision gestützt wird, müssen erfüllt sein. Das Formular und die Erläuterungen können bei der Verwaltung angefordert werden.

Dem Antrag auf Revision der vorläufigen Ansprüche müssen die für dessen Bearbeitung notwendigen Beweisstücke beigefügt werden.

§ 2 - Die Elemente, die berücksichtigt werden, sind:

1° ein Fehler bei der Berechnung der Referenzbeträge und/oder bei der Angabe der Anzahl Hektar, die der vorläufigen Berechnung der Ansprüche als Grundlage gedient haben;

2° der Beginn der landwirtschaftlichen Tätigkeit während des Bezugszeitraums;

3° die Vererbung, vorweggenommene Erbfolge oder Rechtsnachfolge im Rahmen eines Pachtvertrags, ob es sich um eine vollständige oder teilweise Übernahme des Betriebs zwischen Verwandten oder angeheirateten Verwandten im ersten, zweiten oder dritten Grad oder zwischen Ehepartnern handelt, im Laufe des Bezugszeitraums oder des Übergangszeitraums;

4° die Änderung des Rechtsstatus oder der Bezeichnung, beschränkt auf die Änderung einer natürlichen Person in eine juristische Person oder umgekehrt oder auf die Änderung einer natürlichen Person in einen Zusammenschluss von natürlichen Personen oder umgekehrt, im Laufe des Bezugszeitraums oder des Übergangszeitraums;

5° der Zusammenschluss oder die Aufteilung von Betrieben im Laufe des Bezugszeitraums oder des Übergangszeitraums;

6° die Fälle, die von der Verwaltung als Fälle höherer Gewalt oder Härtefälle anerkannt werden, die sich während des Bezugszeitraums oder im Jahre 1999 ereignet haben:

- der Tod des Landwirts oder seines mithelfenden Ehepartners;
- eine länger andauernde Berufsunfähigkeit des Landwirts;
- eine schwerwiegende Naturkatastrophe;
- die unfallbedingte Zerstörung von Stallgebäuden des Betriebs;
- ein Seuchenbefall des gesamten oder eines Teils des Tierbestands des Landwirts, der eine Tötungsanordnung des gesamten oder eines Teils des Bestands ausgelöst hat;

7° Fälle, die von der Verwaltung als Härtefälle anerkannt werden, die Landwirte betreffen, deren Produktion während des Bezugszeitraums stark beeinträchtigt worden ist, und zwar dadurch, dass sie während dieses Bezugszeitraums agrarökologischen Verpflichtungen unterworfen worden sind, im Sinne der Verordnung (EWG) Nr. 2078/92 des Rates vom 30. Juni 1992 für umweltgerechte und den natürlichen Lebensraum schützende landwirtschaftliche Produktionsverfahren und der Verordnung (EG) 1257/1999 des Rates vom 17. Mai 1999 über die Förderung der Entwicklung des ländlichen Raums durch den Europäischen Ausrichtungs- und Garantiefonds für die Landwirtschaft (EAGFL);

8° die Hopfenerzeuger, die während des Bezugszeitraums einer Rodungsverpflichtung unterliegen;

9° Private Vertragsklauseln im Falle einer Übertragung von Ländereien durch Verkauf oder Abtretung des Pachtvertrags im Laufe des Bezugszeitraums oder des Übergangszeitraums.

§ 3 - Jeder Antrag auf Revision der vorläufigen Ansprüche muss spätestens zum 31. März 2005 per Einschreiben an die Zentralverwaltung (deren Anschrift in Artikel 1, Nummer 20° angegeben ist) gerichtet werden, wobei das Datum des Poststempels maßgebend ist.

Gegebenenfalls kann der Antrag auf Revision der vorläufigen Ansprüche spätestens am 31. März 2005 um 17 Uhr bei der zuständigen Direktion der Außendienste oder bei der Zentralverwaltung gegen Abgabe einer Empfangsbestätigung abgegeben werden.

§ 4 - Die Verwaltung ist dazu ermächtigt, die notwendigen Anpassungen in den mitgeteilten Ansprüchen oder Referenzbeträgen zu tätigen.

§ 5 - Die Bedingungen für die Revision der vorläufigen Ansprüche werden vom Minister festgelegt.

KAPITEL III — Die Anträge von Landwirten, die nicht durch Artikel 2 gedeckt sind, und die Anträge von Landwirten, die sich in einer besonderen Lage im Sinne von Artikel 42 § 4 der Verordnung (EG) Nr. 1782/2003 befinden

Art. 4 - Die Landwirte, die nicht mittels des Verfahrens gemäß Artikel 2 identifiziert worden sind, können einen begründeten Antrag auf die Festlegung ihrer Ansprüche auf die Betriebsprämie einreichen; diesem Antrag sind die für dessen Bearbeitung notwendigen Beweisstücke beizufügen. Dieser Antrag muss spätestens zum 31. März 2005 per Einschreiben an die Zentralverwaltung (deren Anschrift in Artikel 1, Nummer 20° angegeben ist) gerichtet werden, wobei das Datum des Poststempels maßgebend ist.

Gegebenenfalls kann dieser Antrag spätestens zum 31. März 2005 um 17 Uhr bei der zuständigen Direktion der Außendienste oder bei der Zentralverwaltung gegen Abgabe einer Empfangsbestätigung eingereicht werden. Dieser Antrag gilt nicht als Antrag auf Teilnahme an der Betriebsprämienregelung im Sinne von Artikel 6.

Art. 5 - § 1 - Neben den in Artikel 3 erwähnten Lagen können die Landwirte, die sich in einer besonderen Lage im Sinne von Artikel 42 § 4 der Verordnung (EG) Nr. 1782/2003 befinden, die Festlegung oder Anpassung der Ansprüche auf die Betriebsprämie anfordern, was die Anzahl oder den Wert der Zahlungsansprüche angeht, in Übereinstimmung mit Artikeln 18 bis 23bis der Verordnung (EG) Nr. 795/2004.

Die Modalitäten für den Antrag, die zusätzlichen Bedingungen und die erforderliche Beweislast werden vom Minister festgelegt.

Die Landwirte, die davon ausgehen, dass sie nach Absatz 1 zu Ansprüchen auf die Betriebsprämie berechtigt sind, müssen dies der Verwaltung mitteilen, indem sie dies im Formular zur Beantragung der Beihilfen nach Artikel 9 § 1 für das Kalenderjahr 2005 erwähnen. Diese Mitteilung gilt als ursprünglicher Antrag auf Ansprüche auf die Betriebsprämie im Sinne von Artikel 42 § 4 der Verordnung (EG) Nr. 1782/2003. Der Antrag muss unter Einhaltung der in Artikel 14 § 1 Absatz 2 erwähnten äußersten Frist und Uhrzeit an die zuständige Direktion der Außendienste gerichtet werden oder dort abgegeben werden. Der ursprüngliche Antrag muss danach begründet und mit den für seine Bearbeitung notwendigen Beweisstücken versehen werden, unter Einhaltung der von der Verwaltung mitgeteilten Anweisungen und der von ihr bestimmten Frist.

§ 2 - Um über die beantragte Anzahl Zahlungsansprüche verfügen zu können, muss der Landwirt, der die Festlegung oder Anpassung seiner Ansprüche auf die Betriebsprämie gemäß § 1 beantragt hat, in seinem Antrag auf Beihilfen die Nutzung der Gesamtheit der Ansprüche angeben, auf die er gedenkt, berechtigt zu sein, auch wenn sein Antrag zum Zeitpunkt der Einreichung seines Formulars "Flächen- und Beihilfeantragserklärung" von der Verwaltung noch nicht behandelt worden ist; in letzterem Fall handelt er, als ob seinem Antrag auf Zahlungsansprüche stattgegeben worden wäre.

KAPITEL IV — Der Antrag auf Teilnahme an der Betriebsprämienregelung und der Antrag auf die endgültige Festlegung der Ansprüche

Art. 6 - Der Antrag auf Teilnahme an der Betriebsprämienregelung gilt als Antrag auf endgültige Festlegung der Ansprüche auf die Betriebsprämie und ist im Formular zur Beantragung der Beihilfen nach Artikel 9 § 1 für das Kalenderjahr 2005 enthalten.

Er muss unter Einhaltung der in Artikel 14 § 1 Absatz 2 angegebenen äußersten Frist und Uhrzeit an die zuständige Direktion der Außendienste gerichtet oder dort abgegeben werden.

Der Antrag auf Teilnahme bleibt während fünfundzwanzig Kalendertagen nach diesem Datum zulässig, unbeschadet der in Artikel 14 § 1 Absatz 3 angegebenen Kürzungen. Nach Ablauf dieser Frist ist der Antrag auf Teilnahme unzulässig, und es dürfen dem Antragsteller keine Ansprüche mehr gewährt werden.

Art. 7 - Wenn eine privatrechtliche Vertragsklausel im Anschluss an den Verkauf des ganzen oder eines Teils des Betriebs an einen anderen Landwirt oder an eine Verpachtung seitens des Verkäufers oder Verpächters ausdrücklich vorsieht, dass die Ansprüche auf die Betriebsprämie zugunsten des Käufers oder Pächters festgelegt werden, muss der Verkäufer oder Verpächter seinen Antrag auf Teilnahme spätestens unter Einhaltung der in Artikel 6 angegebenen äußersten Frist und Uhrzeit versenden oder abgeben.

KAPITEL V — *Die endgültige Festlegung der Ansprüche auf die Betriebsprämie*

Art. 8 - Die endgültigen Ansprüche auf die Betriebsprämie werden spätestens zum 31. Dezember 2005 festgelegt.

KAPITEL VI — *Die Anträge auf Beihilfen
und die durch die Flächenerklärung gedeckten Verwaltungs- und Kontrollangaben*

Art. 9 - § 1 - Um Direktzahlungen im Rahmen der Betriebsprämienregelung und der anderen Einkommensstützungsregelungen im Sinne von § 2 in Anspruch nehmen zu können, muss der Landwirt für das betreffende Jahr einen Antrag auf Beihilfen ausfüllen und einreichen, mittels eines "Flächen- und Beihilfeantragserklärung" genannten Formulars. Dieses Formular enthält alle erforderlichen Auskünfte und Angaben für die Festlegung der Förderungsfähigkeit des Antragstellers.

Um während des ersten Jahres der Anwendung Beihilfen zu erhalten, die ebenfalls Ansprüche betreffen, die sowohl im Hinblick auf eine Revision seiner vorläufigen Ansprüche gemäß Artikel 3 als auch im Hinblick auf die Festlegung oder Anpassung seiner Ansprüche auf die Betriebsprämie gemäß Artikel 5 § 1 beantragt worden sind, wobei dem oder den Anträgen zum Zeitpunkt der Einreichung des Formulars "Flächen- und Beihilfeantragserklärung" noch nicht nachgekommen war, muss der Landwirt ab diesem ersten Jahr in seinem Antrag alle Flächen angeben, die für die Nutzung der vorläufigen Ansprüche und der Ansprüche, deren Nutzung er beansprucht, notwendig sind.

§ 2 - Unter den Direktstützungsregelungen können die folgenden Regelungen ebenfalls Gegenstand des Antrags auf Beihilfen sein:

- die Beihilfe für Eiweißpflanzen für die Landwirte, die Eiweißpflanzen produzieren, in Übereinstimmung mit Titel IV, Kapitel 2 der Verordnung (EG) Nr. 1782/2003;
- die Flächenbeihilfe für Schalenfrüchte für die Landwirte, die Schalenfrüchte produzieren, in Übereinstimmung mit Titel IV, Kapitel 4 dieser Verordnung;
- die Beihilfe für Energiepflanzen für die mit Energiepflanzen eingesäten Flächen in Übereinstimmung mit Titel IV, Kapitel 5 dieser Verordnung;
- die Beihilfe für Saatgut, die für die Erzeugung von Basissaatgut oder zertifiziertem Saatgut von Faserlein oder Spelz gewährt wird, in Übereinstimmung mit Titel IV, Kapitel 9 dieser Verordnung.

Art. 10 - Neben den direkten Stützungsregelungen kann das Formular "Flächen- und Beihilfeantragserklärung" ebenfalls zur Beantragung anderer Beihilfen dienen, insbesondere:

- Agrarumweltmaßnahmen;
- Beihilfen für die biologische Produktionsmethode;
- Beihilfen für die integrierte Produktionsmethode bei Kernobst;
- Ausgleichszulagen in benachteiligten Gebieten.

Art. 11 - Im Formular "Flächen- und Beihilfeantragserklärung" können ebenfalls Verwaltungs- und Kontrollangaben zu anderen gemeinschaftlichen, nationalen oder regionalen Regelungen beantragt bzw. angeführt werden. Es kann sich insbesondere um Angaben über Folgendes handeln:

- die Beihilfe für die Erzeugung von Tabak, die den Erzeugergemeinschaften im Bereich des Rohtabaks gewährt werden, wie in der Verordnung (EEG) Nr. 2075/92 des Rates vom 30. Juni 1992 über die gemeinsame Marktorganisation für Rohtabak vorgesehen;
- Agrarumweltmaßnahmen;
- Beihilfen für die biologische Produktionsmethode;
- Beihilfen für die integrierte Produktionsmethode bei Kernobst;
- Beihilfen für die zugelassenen Erstverarbeiter und gleichgestellten Verarbeiter in den Bereichen Faserlein und Faserhanf;
- Ausgleichszulagen in benachteiligten Gebieten;
- die Abgabe im Milchsektor;
- Maßnahmen im Rahmen des Ausbringungskatasters;
- Maßnahmen im Bereich des Klärschlammes.

Art. 12 - In seinem Antrag mittels des Formulars "Flächen- und Beihilfeantragserklärung" muss der Landwirt Folgendes angeben:

- alle Parzellen des Betriebs, die sich in Belgien befinden, einschließlich derjenigen, deren Abmessungen und Breiten diejenigen von Artikel 15 unterschreiten;
- die Zuteilung der Ansprüche unter Angabe der Nutzung der Ansprüche auf die Betriebsprämie im Sinne von Artikeln 44, 45 und 54 der Verordnung (EG) Nr. 1782/2003. Diese Ansprüche werden ab dem Kalenderjahr 2006 nummeriert;
- die verschiedenen Regelungen, für die er Beihilfen beantragt;
- alle Auskünfte, die für die verschiedenen betroffenen Beihilfen nötig sind;
- alle Angaben, die für die Kontrollen in Zusammenhang mit der Einhaltung der Cross-Compliance-Regelung und der guten landwirtschaftlichen und ökologischen Bedingungen nötig sind.

Der Antrag enthält ebenfalls eine Erklärung des Landwirts, in der er bestätigt, dass er von den Bedingungen für die Gewährung der betroffenen Beihilfen Kenntnis genommen hat.

Art. 13 - Der Antrag auf Beihilfen muss ordnungsgemäß ausgefüllt, unterzeichnet und auf eine der folgenden Weisen eingereicht werden:

- entweder mittels des personalisierten Formulars "Flächen- und Beihilfeantragserklärung", das die Verwaltung an die Landwirte richtet;
- oder mittels eines leeren Exemplars dieses Formulars, das bei der für den betroffenen Landwirt zuständigen Direktion der Außendienste erhältlich ist;
- oder auf einem Datenträger, der in Übereinstimmung mit den Spezifikationen der Verwaltung gestaltet und eingereicht wird, dem jeder Landwirt, der Beihilfen beantragt, einen ordnungsgemäß ausgefüllten und unterzeichneten Papierausdruck seines Formulars beifügt;
- oder mittels eines den Landwirten zugänglichen elektronischen Formulars, nach Bestimmungen, die von der Verwaltung eingeführt werden können.

Dem Antrag müssen die im Formular "Flächen- und Beihilfeantragserklärung" und in dessen Anleitungen vorgesehenen Belege beigelegt werden.

Art. 14 - § 1 - Der Antrag auf Beihilfen muss jedes Jahr unter Einhaltung der von der Verwaltung festgelegten äußersten Frist und Uhrzeit (es gilt das Datum des Poststempels) per bei der Post aufgegebenes Einschreiben an die zuständige Direktion der Außendienste gerichtet werden, oder dort gegen Abgabe einer Empfangsbestätigung abgegeben werden.

Für die Anträge betreffend das Kalenderjahr 2005 ist dieses äußerste Datum der 31. März 2005.

Außer in Fällen höherer Gewalt oder bei Härtefällen, die von der Verwaltung als solche akzeptiert werden, bewirkt der Versand oder die Abgabe des Formulars "Flächen- und Beihilfeantragserklärung" nach dem festgelegten, äußersten Datum eine Kürzung pro Werktag in Höhe von 1% des Betrags, auf den der Landwirt Anspruch gehabt hätte, wenn der Antrag innerhalb der vorgeschriebenen Frist eingereicht worden wäre.

Für das Kalenderjahr 2005 beläuft sich diese Kürzung jedoch auf 4% pro Werktag, was die Beträge angeht, die in jenem Jahr als einheitliche Betriebsprämie, die dem Antragsteller zu gewähren ist, gezahlt werden.

Beträgt die Verspätung mehr als 25 Kalendertage, wird das Formular "Flächen- und Beihilfeantragserklärung" als unzulässig betrachtet, und wird dem Landwirt keine Zahlung gewährt.

Diese Grundsätze sind ebenfalls anwendbar auf die Dokumente, Verträge oder zusätzlichen Angaben, die der Verwaltung übermittelt werden müssen, wenn sie für die Zulässigkeit der Beihilfe grundlegend sind. In diesem Fall wird die Kürzung auf den Betrag, der für die betroffene Beihilfe zu zahlen ist, angewandt.

Die in Absatz 3 erwähnten Fälle höherer Gewalt oder Härtefälle sowie die diesbezüglichen Beweisstücke müssen der Verwaltung schriftlich mitgeteilt werden innerhalb einer Frist von zehn Werktagen ab dem Tag, an dem der Landwirt die Möglichkeit hat, diese Mitteilung zu machen.

§ 2 - Jede eventuelle Änderung bezüglich der Nutzung oder der direkten Stützungsregelung bezüglich bereits angegebener landwirtschaftlicher Flächen oder - unbeschadet der Anwendung von § 1 Absatz 2 - jedes Hinzufügen von neuen, noch nicht angegebenen Parzellen, muss der in § 1 erwähnten Direktion der Außendienste schriftlich mitgeteilt werden. Diese Mitteilung muss spätestens zum 31. Mai des betroffenen Jahres versandt bzw. abgegeben werden.

Falls diese Mitteilung nach dem 31. Mai des betroffenen Jahres versandt oder abgegeben wird, bewirkt dies pro Werktag eine Kürzung in Höhe von 1% der mit der realen Verwendung der betroffenen landwirtschaftlichen Parzellen verbundenen Beträge.

Die Abänderungen oder Ergänzungen sind lediglich bis zum äußersten Zulässigkeitsdatum des Formulars "Flächen- und Beihilfeantragserklärung" nach § 1 Absatz 5 zulässig. Wenn dieses äußerste Zulässigkeitsdatum vor oder spätestens am 31. Mai des betroffenen Jahres liegt, werden die Änderungen oder Ergänzungen nach dem 31. Mai des betroffenen Jahres als unzulässig betrachtet. Für das Kalenderjahr 2005 ist das äußerste Zulässigkeitsdatum auf den 31. Mai 2005 festgelegt.

Zudem kann jede Änderung oder Ergänzung, die die Erhöhung einer oder mehrerer Beihilfen bewirkt, für die Berechnung dieser Beihilfen berücksichtigt werden, insoweit die durch die betroffenen Beihilferegulungen vorgesehenen Anforderungen eingehalten werden.

Ein Antrag auf Beihilfen kann zu jeder Zeit ganz oder teilweise zurückgezogen werden. Durch ein solches Zurückziehen wird der Antragsteller in die Lage versetzt, in der er sich vor dem Einreichen des betroffenen Antrags auf Beihilfen oder Teils eines solchen Antrags befand.

Wenn die Verwaltung jedoch den Landwirt bereits über Unregelmäßigkeiten in seinem Antrag auf Beihilfen informiert hat oder wenn sie ihn über ihre Absicht benachrichtigt hat, eine Kontrolle vor Ort durchzuführen, und sich aus dieser Kontrolle Unregelmäßigkeiten ergeben, werden die in Absatz 1 erwähnten Änderungen und Ergänzungen für die von diesen Unregelmäßigkeiten betroffenen landwirtschaftlichen Parzellen nicht genehmigt, und das Zurückziehen des entsprechenden Antrags bzw. der entsprechenden Anträge wird nicht genehmigt für die Teile des Antrags auf Beihilfen, die von diesen Unregelmäßigkeiten betroffen sind.

KAPITEL VII — Die Mindestflächen der Parzellen

Art. 15 - Die landwirtschaftlichen Flächen, die Gegenstand eines Antrags auf Beihilfen im Rahmen einer der Direktstützungsregelungen im Sinne von Artikel 9 sind, müssen an einem Stück sein und eine einzige Zweckbestimmung betreffen im Sinne von Artikel 2, Nr. 15 der Verordnung (EG) Nr. 796/2004 der Kommission vom 21. April 2004 mit Durchführungsbestimmungen zur Einhaltung anderweitiger Verpflichtungen, zur Modulation und zum integrierten Verwaltungs- und Kontrollsystem nach der Verordnung (EG) Nr. 1782/2003 des Rates vom 29. September 2003 mit gemeinsamen Regeln für Direktzahlungen im Rahmen der Gemeinsamen Agrarpolitik und mit bestimmten Stützungsregelungen für Inhaber landwirtschaftlicher Betriebe. Ihre Fläche darf 0,10 ha nicht unterschreiten.

Für das Kalenderjahr 2005 darf ihre Fläche jedoch nicht 0,30 ha unterschreiten.

Was die Landwirte angeht, die der Verpflichtung unterliegen, einen Teil der Ländereien ihres Betriebs stillzulegen, dürfen die stillgelegten Flächen, die mit dieser Verpflichtung verbunden sind oder in Anwendung von Artikel 19 § 2 davon befreit sind, schon ab dem Kalenderjahr 2005 nicht eine Fläche von weniger als 0,10 ha noch eine Breite von weniger als 10 Metern haben.

Was die Landwirte angeht, die in den Genuss einer Flächenbeihilfe im Sinne von Artikel 9 § 2, 2. Strich kommen möchten, muss die Fläche eines Obstgartens für Schalenfrüchte ab dem Kalenderjahr 2005 mindestens 0,10 ha betragen.

Der Minister kann andere Mindestflächen oder -breiten festlegen.

KAPITEL VIII — *Nutzung der Ansprüche auf die Betriebsprämie und Rückführung zur Reserve*

Art. 16 - Die Ansprüche auf die Betriebsprämie können nur auf dem nationalen Gebiet benutzt werden.

In Anwendung des Artikels 46 der Verordnung (EG) Nr. 1782/2003 und des Artikels 26 der Verordnung (EG) Nr. 795/2004 können die Ansprüche auf die Betriebsprämie, die während des Kalenderjahres 2005 auf dem Gebiet der Süd-Zone benutzt worden sind, in Anwendung des Kooperationsabkommens vom 30. März 2004 zwischen der Flämischen Region, der Wallonischen Region und der Region Brüssel-Hauptstadt über die Ausübung der regionalisierten Zuständigkeiten in den Bereichen Landwirtschaft und Fischerei nicht außerhalb dieser Zone benutzt werden.

Art. 17 - Die Parzellen, die der zulässigen Fläche entsprechen, die mit einem Anspruch auf die Betriebsprämie verbunden ist, müssen dem betreffenden Landwirt für einen Zeitraum von mindestens zehn Monaten, beginnend am 1. November des Jahres, das dem Jahr, in dem der Antrag auf Beihilfen gestellt wurde, vorausgeht und laufend bis zum 31. August des Jahres, in dem der Antrag gestellt wurde, zur Verfügung stehen.

Es wird dem betreffenden Landwirt erlaubt, frühestens ab dem 15. Juli und dies für einen Zeitraum von höchstens drei Monaten, auf den im ersten Absatz erwähnten Parzellen eine Zwischenfrucht einzusäen.

Art. 18 - Ab dem Kalenderjahr 2006 werden die Ansprüche auf die Betriebsprämie numeriert und müssen die benutzten Ansprüche in dem Antrag auf Beihilfen identifiziert werden.

Was die Nutzung der Ansprüche auf die Betriebsprämie angeht, müssen die Stilllegungsansprüche vor der Nutzung jeglichen sonstigen Anspruchs benutzt werden.

Ansprüche auf die Betriebsprämie, die während drei aufeinanderfolgender Jahre nicht benutzt worden sind, werden der Reserve zugeführt.

Darüber hinaus muss jeder Anspruch, der aufgrund Artikel 42 § 4 der Verordnung (EG) Nr. 1782/2003 erhalten wurde oder aus der Reserve stammt, jedes Jahr während eines Zeitraums von fünf Jahren ab seiner Zuteilung benutzt werden. Im gegenteiligen Fall wird jeder nicht genutzte Anspruch unmittelbar der Reserve wieder zugeführt.

KAPITEL IX — *Stilllegungsflächen*

Art. 19 - § 1 - Im Rahmen der Nutzung seiner Stilllegungsansprüche im Sinne der Artikeln 53 bis 56 der Verordnung (EG) Nr. 1782/2003 muss der Landwirt, der der Verpflichtung unterliegt, einen Teil der Ländereien seines Betriebs stillzulegen, die vom Minister festgelegten Verpflichtungen achten. Um den Anforderungen dieser Stilllegung Rechnung zu tragen verpflichtet sich der Landwirt in seinem Antrag auf Beihilfen dazu, diese Verpflichtungen einzuhalten.

§ 2 - Im Rahmen der Nutzung seiner Stilllegungsansprüche ist ein Landwirt von der Verpflichtung zur Flächenstilllegung befreit, wenn:

1° seine gesamte betriebliche Produktion dem Verfahren des ökologischen Landbaus in Übereinstimmung mit den Vorschriften der Verordnung (EWG) Nr. 2092/91 des Rates vom 24. Juni 1991 über den ökologischen Landbau und die entsprechende Kennzeichnung der landwirtschaftlichen Erzeugnisse und Lebensmittel genügt;

2° die stillgelegten Flächen für die Kulturen genutzt werden, die zur Erzeugung von Rohstoffen dienen, die dazu bestimmt sind, in der Gemeinschaft zu Erzeugnissen verarbeitet zu werden, die nicht in erster Linie für Lebensmittel- oder Futtermittelzwecke bestimmt sind, sofern den Bestimmungen von Artikel 13 § 2 der vorgenannten Verordnung (EG) Nr. 796/2004 und von Artikeln 143 bis 169 der Verordnung Nr. 1973/2004 der Kommission vom 29. Oktober 2004 mit Durchführungsvorschriften zu der Verordnung (EG) Nr. 1782/2003 des Rates hinsichtlich der Stützungsregelungen nach Titel IV und IVbis der besagten Verordnung und der Verwendung von Stilllegungsflächen für die Erzeugung von Rohstoffen Rechnung getragen wird.

Art. 20 - Der Landwirt, der der Verpflichtung unterliegt, einen Teil der Ländereien seines Betriebs stillzulegen, kann sich dafür entscheiden, sich auf einer oder mehreren Parzellen seines Betriebs zu einer Brache-Fauna-Regelung zu verpflichten, die dazu bestimmt ist, die wildlebende Fauna zu schützen und zu fördern.

Art. 21 - Über die Oberflächen der in Artikel 19 erwähnten Stilllegungsflächen hinaus kann der Landwirt Ackerflächen seines Betriebs stilllegen, ohne in Anwendung von Artikel 54 der Verordnung (EG) Nr. 1782/2003 dazu verpflichtet zu sein. Diese Flächen sind in gutem landwirtschaftlichem und ökologischem Zustand gemäß Artikel 27 zu erhalten.

Art. 22 - Der Minister bestimmt die Anwendungsbedingungen und die Verpflichtungen in Zusammenhang mit vorliegendem Kapitel.

KAPITEL X — *Besonderer Fall der von besonderen Bedingungen abhängigen Ansprüche*

Art. 23 - Der Landwirt, der Ansprüche hat, die von besonderen Bedingungen abhängig sind, und die nachstehend in Übereinstimmung mit Artikel 1 Nr. 14° besondere Zahlungsansprüche genannt werden, ist dazu ermächtigt, von der Verpflichtung abzuweichen, eine Hektaranzahl beihilfefähiger Flächen, die der Anzahl der Ansprüche entspricht, nachzuweisen, sofern er mindestens 50% der während des Bezugszeitraums ausgeübten landwirtschaftlichen Tätigkeit, ausgedrückt in Großvieheinheiten (GVE), beibehält.

Der Landwirt, der dieser Bedingung der Erhaltung der landwirtschaftlichen Tätigkeit Rechnung trägt, kann bei der Verwaltung die Anwendung dieser besonderen Bedingungen beantragen, und zwar vor einem vor dieser festgelegten Datum und in Übereinstimmung mit ihren Anweisungen. Dieser Antrag kann im Laufe der folgenden Jahre erneuert werden, insbesondere bei einer Änderung seiner Ansprüche oder der Betriebsflächen.

Um bei einem Landwirt, der über besondere Zahlungsansprüche verfügt, die Bedingung der Einhaltung der Mindestschwelle der landwirtschaftlichen Tätigkeit zu kontrollieren, wird die Datenbank des Systems Sanitel nach von der Verwaltung bestimmten Modalitäten benutzt, um die Anzahl GVE zu bestimmen.

KAPITEL XI — *Die Übertragung von Ansprüchen auf die Betriebsprämie*

Art. 24 - Die Ansprüche auf die Betriebsprämie können nach ihrer endgültigen Festlegung übertragen werden.

In Anwendung des Artikels 46 der Verordnung (EG) Nr. 1782/2003 und des Artikels 26 der Verordnung (EG) Nr. 795/2004 können die Ansprüche auf die Betriebsprämie, die während des Kalenderjahres 2005 auf dem Gebiet der Süd-Zone benutzt worden sind, in Anwendung des Kooperationsabkommens vom 30. März 2004 zwischen der Flämischen Region, der Wallonischen Region und der Region Brüssel-Hauptstadt über die Ausübung der regionalisierten Zuständigkeiten in den Bereichen Landwirtschaft und Fischerei nicht außerhalb dieser Zone übertragen werden.

Die Regierung legt die Bestimmungen und Bedingungen für die Übertragung von Ansprüchen auf die Betriebsprämie sowie die eventuellen Kürzungen für die Reserve bei der Übertragung von Ansprüchen fest.

KAPITEL XII — *Die sonstigen direkten Einkommensstützungsregelungen*

Art. 25 - § 1 - Die Verwaltung kann jedes Jahr verschiedene Beihilfen bezüglich der sonstigen Einkommensstützungsregelungen gewähren:

- die Beihilfen gemäß Artikel 9 § 2, für die der Antrag im Formular "Flächen- und Beihilfeantragserklärung" enthalten ist;
- auf Anfrage, die Zahlungen für Rinderfleisch gemäß Titel IV, Kapitel 12 der Verordnung (EG) Nr. 1782/2003, die in der Form einer Prämie zur Erhaltung des Mutterkuhbestands (Mutterkuhprämie) zugunsten der Landwirte, die in ihrem Betrieb Mutterkühe halten, gewährt werden;
- auf Anfrage, die Beihilfe für die Erzeugung von Tabak, die den Erzeugergemeinschaften im Bereich des Rohtabaks gewährt werden, wie in der Verordnung (EEG) Nr. 2075/92 des Rates vom 30. Juni 1992 vorgesehen;
- auf Anfrage, die Prämie für Milcherzeugnisse und die Ergänzungszahlungen, die während der Kalenderjahre 2004 und 2005 den Milcherzeugern gewährt werden auf Grundlage der einzelbetrieblichen Referenzmenge, über die sie verfügen, und die in Anwendung von Titel IV, Kapitel 7 der Verordnung (EG) Nr. 1782/2003 für die Prämie zulässig ist.

§ 2 - Ab dem 1. Januar 2006 sind die Beträge aus der Tabakprämie in Übereinstimmung mit der Verordnung (EWG) Nr. 2075/92 in der Betriebsprämienregelung mit einbegriffen, wobei sie sich auf einen vom Minister festzulegenden Prozentsatz belaufen, der mindestens 40% entspricht.

Ab dem 1. Januar 2010 ist diese Prämie in der Betriebsprämienregelung in Höhe von 50% mit einbegriffen.

§ 3 - Ab dem 1. Januar 2006 sind die Beträge aus der Prämie für Milcherzeugnisse und die Ergänzungszahlungen, so wie sie in Titel IV, Kapitel 7 der Verordnung (EG) Nr. 1782/2003 vorgesehen sind, ganz in der Betriebsprämienregelung mit einbegriffen. Die Ansprüche der betroffenen Landwirte auf die Betriebsprämie werden gemäß Artikel 47 § 2 und Artikeln 48 bis 50 der Verordnung (EG) Nr. 1782/2003 und Artikeln 5 und 31 der Verordnung (EG) Nr. 795/2004 berechnet.

KAPITEL XIII — *Die Modulation und der zusätzliche Beihilfebetrug*

Art. 26 - § 1 - Alle Beträge in Zusammenhang mit den Betriebsprämienregelungen und den sonstigen direkten Einkommensstützungsregelungen gemäß Artikeln 9 § 2 und 25 § 1, die für ein beliebiges Kalenderjahr einem Landwirt zu gewähren sind, werden jedes Jahr bis 2012 um die Prozentsätze gekürzt, die in Artikel 10 § 1 der Verordnung (EG) Nr. 1782/2003 vorgesehen sind.

§ 2 - Landwirte, die Direktzahlungen beziehen, erhalten jedes Jahr einen zusätzlichen Beihilfebetrug. Für die ersten Direktzahlungen von 5.000 EUR oder weniger entspricht dieser Betrag dem Ergebnis der Anwendung des Kürzungssatzes nach § 1. Dieser Betrag kann in Anwendung von Artikel 12 § 2 der Verordnung (EG) Nr. 1782/2003 gekürzt werden.

KAPITEL XIV — *Cross-Compliance-Regelung*

Art. 27 - Jeder Landwirt, der Direktzahlungen beantragt, ist dazu verpflichtet, die gesetzlichen Anforderungen an die Betriebsführung und den Erhalt des guten landwirtschaftlichen und ökologischen Zustands, auch was die stillgelegten Anbauflächen angeht, sowie die Verpflichtungen im Rahmen der Erhaltung der Flächen, die Dauerweiden gewidmet sind, einzuhalten.

Die Kontrolle der Einhaltung der Verpflichtungen in Bezug auf die Erhaltung der Flächen, die Dauerweiden gewidmet sind, sowie die Kontrolle bezüglich der Einhaltung der Normen bezüglich des Erhalts des guten landwirtschaftlichen und ökologischen Zustands fallen unter die Verantwortung der Verwaltung.

Die Durchführung der Kontrolle über die Einhaltung der gesetzlichen Anforderungen an die Betriebsführung fällt unter die Zuständigkeit der befugten Behörden.

Art. 28 - Die Regierung legt die Grundlinien der Cross-Compliance in der Wallonischen Region fest. Der Minister legt die Durchführungsbestimmungen der Cross-Compliance-Regelung fest.

KAPITEL XV — *Kontrollen und Geldstrafen*

Art. 29 - § 1 - Der Minister kann auf nicht einschränkende Weise Lagen bestimmen, die als künstlich geschaffene Bedingungen betrachtet werden, die darauf abzielen, Zahlungen und somit einen Vorteil zu erhalten, der nicht dem Zweck der betreffenden Beihilferegelung entspricht. Gegebenenfalls obliegt es den Landwirten, die sich in einer besonderen Lage befinden, sicherzugehen, dass diese Lage dem Zweck der Maßnahmen entspricht, und zwar dadurch, dass sie im Voraus eine Stellungnahme der Verwaltung schriftlich anfordern. Die von der Verwaltung auf Grundlage der von dem oder den betroffenen Landwirten mitgeteilten und ggf. festgestellten Angaben abgegebene Stellungnahme ist verbindlich. Diese Stellungnahme wird abgegeben unter Vorbehalt von Änderungen in den Verordnungen oder des Vorhandenseins von anderen Tatsachen als diejenigen, die zum Zeitpunkt des Antrags mitgeteilt worden sind, oder aber von Änderungen in der Lage des Landwirts oder im bewirtschafteten Betrieb.

§ 2 - Die Verwaltung gewährleistet die Koordination der Kontrollen und ist mit den Kontrollen in Bezug auf die Anträge und mit der Prüfung der Einhaltung der Bedingungen für die Gewährung der Beihilfen beauftragt. Die Kontrolltätigkeiten in Bezug auf die Einhaltung der gesetzlichen Anforderungen an die Betriebsführung fallen unter die Verantwortung von spezialisierten, für die Kontrolle zuständigen Instanzen im Sinne von Artikel 26 Absatz 2.

§ 3 - Wenn ein Landwirt für ein beliebiges Jahr nicht alle Parzellen des Betriebs gemäß Artikel 12, erster Strich angibt, und wenn der Unterschied zwischen der im einmaligen Antrag angegebenen Gesamtfläche einerseits und der Summe der angegebenen und der nicht angegebenen Fläche der Parzellen andererseits mehr als 3% der angegebenen Fläche beträgt, wird der Gesamtbetrag der Direktzahlungen zugunsten dieses Landwirts für das betreffende Jahr um einen Betrag bis zu 3 % gekürzt.

§ 4 - Werden die Bedingungen für die Gewährung der betreffenden Beihilfe nicht eingehalten oder werden Unregelmäßigkeiten festgestellt, sind die Kürzungen oder Ausschließungen nach Artikeln 6 und 7 der Verordnung (EG) Nr. 1782/2003 und nach Titel IV & V der Verordnung (EG) Nr. 796/2004 anwendbar.

Die weiteren Geldstrafen, Kürzungen oder Ausschließungen, die im Falle der Nichtbeachtung der Bedingungen für die Gewährung der Beihilfen oder der Feststellung von Unregelmäßigkeiten anwendbar sind, werden unter Anwendung der vom Minister bestimmten Kriterien und Bedingungen von der Verwaltung festgelegt.

KAPITEL XVI — *Zahlung der Beihilfen und Beitreibung ungeschuldet gezahlter Beträge oder Ansprüche*

Art. 30 - Die Verwaltung ist mit der Zahlung der im vorliegenden Erlass vorgesehenen Beihilfen sowie mit der Beitreibung der ungeschuldet gezahlten Beträge oder gewährten Ansprüche auf die Betriebsprämie beauftragt.

Art. 31 - § 1 - Unabhängig der von der Verwaltung angewandten Beihilfenregelung, und auch wenn es sich um Beihilfen im Rahmen der Unterstützung der ländlichen Entwicklung oder um Abhebungen im Milchsektor handelt, kann letztere im Falle einer irrigerweise getätigten Zahlung einen Ausgleich mit jeglichem Beihilfebetrug im Sinne des vorliegenden Erlasses vornehmen, der dem Landwirt, der Beihilfen beantragt hat, geschuldet ist.

Die Beitreibung einer ungeschuldet getätigten Zahlung kann durch Abzug von den Zahlungen oder Vorschüsse zugunsten des betreffenden Landwirts getätigt werden, nachdem der Beitreibungsbeschluss gefasst wurde. Der betreffende Landwirt kann jedoch auch die geschuldeten Beträge zurückzahlen, ohne auf diesen Abzug zu warten.

Der vorhergehende Absatz bleibt anwendbar im Falle einer Pfändung, einer Veräußerung, eines Konkurses oder Insolvenzverfahrens.

§ 2 - Eine Beitreibung für einen Gesamtbetrag von 100 Euro oder weniger (ausschließlich der Zinsen) pro Antrag, auf den sich die Beitreibung bezieht, wird nicht weitergeführt in der Annahme, dass die mit der Beitreibung einhergehenden Verwaltungskosten in keinem Verhältnis zur der betreffenden Beitreibung stehen.

§ 3 - Bei Beitreibungen wird der Zinssatz zum gesetzlichen Satz berechnet. Die Zinsen laufen ab der Zustellung der Rückzahlungspflicht an den Landwirt bis zum Datum dieser Rückzahlung oder des Abzugs der geschuldeten Beträge. Wenn der ungeschuldet gezahlte Betrag innerhalb von dreißig Tagen nach dem Datum des Antrags auf Beitreibung zurückgezahlt wird oder wenn der Abzug innerhalb der gleichen Frist getätigt wird, werden keine Zinsen geschuldet. Eine Beitreibung, bei der der Gesamtbetrag der Zinsen sich auf 50 Euro oder weniger pro Antrag beläuft, auf den sich die Beitreibung bezieht, wird nicht weitergeführt in der Annahme, dass die mit der Beitreibung einhergehenden Verwaltungskosten in keinem Verhältnis zur der betreffenden Beitreibung stehen.

Art. 32 - § 1 - Wenn, nachdem Ansprüche auf die Betriebsprämie einem Landwirt gewährt worden sind, festgestellt wird, dass bestimmte Ansprüche ihm zu Unrecht gewährt wurden, wird diese der Reserve ohne Vergütung zugeführt.

Wenn der betroffene Landwirt in der Zwischenzeit anderen Landwirten Ansprüche auf die Betriebsprämie übertragen hat und wenn der Landwirt, dem die Ansprüche auf die Betriebsprämie ursprünglich gewährt worden sind, nicht über eine zureichende Zahl Ansprüche verfügt, um der Zuführung zur Reserve zu genügen, werden die Ansprüche oder der Restbetrag der Ansprüche, die als zu Unrecht gewährt identifiziert sind, ebenfalls der Reserve ohne Vergütung zugeführt, bis die Anzahl Ansprüche auf die Betriebsprämie, die übertragen worden sind, erreicht ist.

Die ungeschuldet gewährten Ansprüche werden als sie nie erteilte Ansprüche betrachtet.

§ 2 - Wenn, nachdem Ansprüche auf die Betriebsprämie einem Landwirt gewährt worden sind, festgestellt wird, dass der Wert dieser Ansprüche zu hoch ist, wird dieser Wert dementsprechend berichtigt.

Diese Wertberichtigung der Ansprüche ist ebenfalls auf die Ansprüche auf die Betriebsprämie anwendbar, für die feststeht, dass deren Wert zu hoch ist, und die der Landwirt in der Zwischenzeit anderen Landwirten übertragen hat.

Der Kürzungswert wird der Reserve zugeführt.

Die betreffenden Ansprüche auf die Betriebsprämie werden angesehen, als ob sie von Anfang an zum Wert, der sich aus der Berichtigung ergibt, zugeteilt worden wären.

§ 3 - Die ungeschuldet gezahlten Beträge werden gemäß Artikel 31 beigetrieben.

KAPITEL XVII — *Allgemeine Bestimmungen*

Art. 33 - Unter Androhung eines Verfalls müssen Einsprüche gegen einen Beschluss der Verwaltung ihr innerhalb von dreißig Kalendertagen nach der Zustellung des Beschlusses übermittelt werden.

Art. 34 - Der Generalinspektor der Abteilung Beihilfen für die Landwirtschaft der Generaldirektion der Landwirtschaft des Ministeriums der Wallonischen Region oder bei dessen Abwesenheit oder Verhinderung, der Beamte, der ihn ersetzt, ist bevollmächtigt, um die Ausgaben bezüglich der im vorliegenden Erlass vorgesehenen Beihilfen festzulegen, zu genehmigen und anzuweisen.

Art. 35 - Verstöße gegen die vorliegende Regelung werden ermittelt, festgestellt und geahndet gemäß den Bestimmungen des Gesetzes vom 28. März 1975 über den Handel mit Erzeugnissen der Landwirtschaft, des Gartenbaus und der Seefischerei.

Die Verstöße gegen den vorliegenden Erlass können in Übereinstimmung mit Artikel 8 des vorgenannten Gesetzes vom 28. März 1975 Gegenstand einer Ordnungsstrafe sein. Der Generaldirektor der Generaldirektion der Landwirtschaft des Ministeriums der Wallonischen Region, oder bei dessen Abwesenheit oder Verhinderung, der Beamte, der ihn ersetzt, wird als zuständigen Beamten bezeichnet, um die Handlungen durchzuführen und die Beschlüsse zu fassen, die die Ordnungsstrafen betreffen.

Art. 36 - Der Königliche Erlass vom 3. Mai 1994 über die Prämie zugunsten der Erzeuger von Schafffleisch wird außer Kraft gesetzt.

Der Königliche Erlass vom 18. Juli 2000 über die Durchführung des integrierten Verwaltungs- und Kontrollsystems für bestimmte gemeinschaftliche Beihilferegulungen wird außer Kraft gesetzt.

Der Königliche Erlass vom 30. November 2001 bezüglich der Schlachtpremie im Rindfleischsektor wird außer Kraft gesetzt, bleibt jedoch weiterhin anwendbar:

- für die Erzeuger, die einen Antrag auf Schlachtpremie "ausgewachsene Rinder" eingereicht haben für bis zum 31. Dezember 2004 einschließlich geschlachtete ausgewachsene Rinder;

- für bis zum 31. Dezember 2004 einschließlich geschlachtete Kälber, für die der Prämienantrag vor dem 1. März 2005 erstellt wurde.

Der Königliche Erlass vom 30. November 2001 bezüglich der Sonderprämie und der Extensivierungsprämie für Rindfleischzeuger wird außer Kraft gesetzt, bleibt jedoch weiterhin anwendbar auf jede Prämie und Zahlung für das Kalenderjahr 2004.

Der Königliche Erlass vom 30. November 2001 bezüglich der Zusatzzahlungen im Rindfleischsektor wird außer Kraft gesetzt, bleibt jedoch weiterhin anwendbar auf jede Zusatzzahlung für das Kalenderjahr 2004.

Der Königliche Erlass vom 19. Dezember 2001 zur Einführung einer Stützungsregelung für Erzeuger bestimmter landwirtschaftlicher Kulturpflanzen wird außer Kraft gesetzt.

Der Königliche Erlass vom 21. Dezember 2001 bezüglich der Durchführungsbestimmungen für die Beihilferegelung für Hopfen wird außer Kraft gesetzt, bleibt jedoch weiterhin anwendbar auf jede Zahlung für das Wirtschaftsjahr 2004.

Der Erlass der Wallonischen Regierung vom 24. Juli 2003 mit Durchführungsbestimmungen für die Anwendung der Stützungsregelung für Erzeuger bestimmter landwirtschaftlicher Kulturpflanzen in Bezug auf die Nutzung stillgelegter Flächen für die Erzeugung von Ausgangserzeugnissen, die in der Gemeinschaft zur Herstellung von nicht unmittelbar zu Lebens- oder Futtermittelzwecken bestimmten Erzeugnissen dienen, wird außer Kraft gesetzt, bleibt jedoch weiterhin anwendbar auf jeden Antrag für das Kalenderjahr 2004.

Der Erlass der Wallonischen Regierung vom 10. März 2005 zur Festlegung der Modalitäten, der Bedingungen und des äußersten Datums für das Einreichen der Anträge auf Revision der vorläufigen Rechte auf eine Betriebsprämie im Rahmen der gemeinsamen Agrarpolitik wird außer Kraft gesetzt.

Art. 37 - Der vorliegende Erlass wird am 1. Januar 2005 wirksam, außer Artikel 2, der am 29. Juli 2004 wirksam wird.

Die nachstehenden anderen Direktstützungsregelungen sind jedoch ab dem 1. Januar 2004 anwendbar:

- die Flächenzahlung für Schalenfrüchte, die den Landwirten gewährt wird, die Schalenfrüchte produzieren;
- die Beihilfe für Energiepflanzen für die mit Energiepflanzen besäten Flächen;
- die Milchprämie und Ergänzungszahlungen für Milcherzeuger.

Zudem ist die Beihilfe für Eiweißpflanzen für die Landwirte, die Eiweißpflanzen produzieren nach Artikel 9 § 2 ab dem Wirtschaftsjahr 2004/2005 anwendbar.

Art. 38 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Landwirtschaft gehört, wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 23. Februar 2006

Der Minister-Präsident,
E. DI RUPO

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,
B. LUTGEN

—————
VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2006 — 1164

[2006/200957]

23 FEBRUARI 2006. — Besluit van de Waalse Regering tot invoering van de regelingen inzake rechtstreekse steunverlening in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid

De Waalse Regering,

Gelet op de wet van 28 maart 1975 betreffende de handel in landbouw-, tuinbouw- en zeevisserijproducten, inzonderheid op artikel 3, § 1, punt 1°, laatst gewijzigd bij het koninklijk besluit van 22 februari 2001;

Gelet op verordening (EG) nr. 1258/1999 van de Raad van 17 mei 1999 betreffende de financiering van het gemeenschappelijk landbouwbeleid;

Gelet op Verordening (EG) nr. 1782/2003 van de Raad van 29 september 2003 tot vaststelling van gemeenschappelijke voorschriften voor regelingen inzake rechtstreekse steunverlening in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot vaststelling van bepaalde steunregelingen voor landbouwers en houdende wijziging van de Verordeningen (EEG) nr. 2019/93, (EG) nr. 1452/2001, (EG) nr. 1453/2001, (EG) nr. 1454/2001, (EG) nr. 1868/94, (EG) nr. 1251/1999, (EG) nr. 1254/1999, (EG) nr. 1673/2000, (EEG) nr. 2358/71 en (EG) nr. 2529/2001, laatst gewijzigd bij de Verordening (EG) nr. 2183/2005 van de Commissie van 22 december 2005;

Gelet op Verordening (EG) nr. 2237/2003 van de Commissie van 23 december 2003 houdende uitvoeringsbepalingen voor bepaalde steunregelingen die zijn ingesteld bij titel IV van Verordening (EG) nr. 1782/2003 van de Raad tot vaststelling van gemeenschappelijke voorschriften voor regelingen inzake rechtstreekse steunverlening in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot vaststelling van bepaalde steunregelingen voor landbouwers, opgeheven met uitwerking op 1 januari 2005 bij Verordening (EG) nr. 1973/2004 van de Commissie van 29 oktober 2004 maar die toepasselijk blijft op de steunaanvragen betreffende de premieperiode 2004-2005;

Gelet op Verordening (EG) nr. 795/2004 van de Commissie van 21 april 2004 houdende bepalingen voor de uitvoering van de bedrijfstoelageregeling waarin is voorzien bij Verordening (EG) nr. 1782/2003 van de Raad tot vaststelling van gemeenschappelijke voorschriften voor regelingen inzake rechtstreekse steunverlening in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot vaststelling van bepaalde steunregelingen voor landbouwers, laatst gewijzigd bij Verordening (EG) nr. 2183/2004 van de Commissie van 22 december 2005;

Gelet op Verordening (EG) nr. 796/2006 van de Commissie van 21 april 2004 houdende uitvoeringsbepalingen inzake de randvoorwaarden, de modulatie en het geïntegreerd beheers- en controlesysteem waarin is voorzien bij Verordening (EG) nr. 1782/2003 van de Raad van 29 september 2003 tot vaststelling van gemeenschappelijke voorschriften voor regelingen inzake rechtstreekse steunverlening in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot vaststelling van bepaalde steunregelingen voor landbouwers, laatst gewijzigd bij Verordening (EG) nr. 263/2006 van de Commissie van 15 februari 2006;

Gelet op Verordening (EG) nr. 1973/2004 van de Commissie van 29 oktober 2004 houdende uitvoeringsbepalingen van Verordening (EG) nr. 1782/2003 van de Raad met betrekking tot de bij de titels IV en IVbis van die verordening ingestelde steunregelingen en het gebruik van braakgelegde grond voor de productie van grondstoffen, laatst gewijzigd bij Verordening (EG) nr. 263/2006 van de Commissie van 15 februari 2006;

Gelet op het samenwerkingsakkoord van 18 juni 2003 tussen de federale Staat, het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest met betrekking tot de uitoefening van de geregionaliseerde bevoegdheden op het gebied van Landbouw en Visserij;

Gelet op het samenwerkingsakkoord van 30 maart 2004 tussen het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest, het Brussels Hoofdstedelijk Gewest met betrekking tot de uitoefening van de geregionaliseerde bevoegdheden op het gebied van Landbouw en Visserij;

Gelet op de beslissing van de Waalse Regering van 18 maart 2004 betreffende de uitvoering van het gemeenschappelijk landbouwbeleid;

Gelet op de notificatie door België d.d. 29 juli 2004 in hoofde van artikelen 58, § 1, en 64, § 1, en 70, § 1, punt a), 2e streepje, van Verordening (EG) nr. 1782/2003;

Gelet op het overleg van 27 september 2005 tussen de gewestregeringen en de federale overheid;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 12 juli 2005;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 20 juli 2005;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen bij de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Overwegende de verplichting om zich onverwijld te schikken naar de in de aanhef bedoelde verordeningen van de Raad en de Commissie;

Gelet op de overdracht naar de Gewesten van de bevoegdheden inzake landbouw vanaf 1 januari 2002;

Overwegende dat de regelingen inzake rechtstreekse steunverlening voor het landbouwersinkomen, van toepassing vanaf 1 januari 2005 en sommige vanaf 1 januari 2004, vastgesteld moeten worden en dat de toepassingsmodaliteiten daarvan geregeld moeten worden;

Overwegende dat de oppervlakteaangifte en het steunaanvraagformulier gebruikt kunnen worden in de beheers- en controleprocedures in het kader van andere communautaire of nationale regelingen;

Overwegende dat straffen voorzien zijn bij niet-naleving van de bij de Europese regelgeving opgelegde termijnen om die nieuwe stelsels toe te passen en om de betrokken steun te storten aan landbouwers;

Gelet op het advies van de Raad van State, gegeven op 10 januari 2006;

Op de voordracht van de Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Definities*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° "landbouwer" : natuurlijke of rechtspersoon of groepering van natuurlijke en/of rechtspersonen die een landbouwbedrijf uitbaat dat gelegen is in België;

2° "landbouwactiviteit" : landbouwproducten produceren, fokken of telen tot en met het oogsten, het melken, het fokken en het houden van dieren voor landbouwdoeleinden of de grond in goede landbouw- en milieuconditie houden;

3° "bedrijf" : het geheel van de productie-eenheden gelegen op het Belgische grondgebied, op autonome wijze beheerd door één landbouwer;

4° "productie-eenheid" : het geheel van de functioneel samenhangende middelen, met inbegrip van de opslaginfrastructuur, gekweekte dieren en gronden die voor de landbouwer nodig zijn om een landbouwactiviteit uit te oefenen;

5° "autonoom beheer" : het beheer van een bedrijf waarbij wordt uitgesloten elke verwarring met één of meerdere andere landbouwers op het gebied van het beheer, de uitoefening van de landbouwactiviteit, de productiemiddelen of hun gebruik;

6° "steunaanvraag" : de aanvraag om rechtstreekse betalingen die verschillende inkomenssteunregelingen ressorterend onder het gemeenschappelijk landbouwbeleid omvat, w.o. de bedrijfstoelageregeling;

7° "bedrijfstoelageregeling" : steunregeling voor landbouwersinkomen zoals bedoeld in titel III van Verordening (EG) nr. 1782/2003 van de Raad van 29 september 2003 tot vaststelling van gemeenschappelijke voorschriften voor regelingen inzake rechtstreekse steunverlening in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot vaststelling van bepaalde steunregelingen voor landbouwers;

8° "oppervlakteaangifte en steunaanvraag" : het door het bestuur opgemaakte formulier, dat het volgende omvat : de steunaanvragen in het kader van de regelingen inzake rechtstreekse steunverlening en van sommige maatregelen voor plattelandontwikkeling, de beheers- en controlegegevens betreffende die regelingen en maatregelen en andere communautaire of nationale regelingen alsook de elementen vereist voor de identificatie van alle landbouwpercelen van het bedrijf, hun oppervlakte, plaatsbepaling en gebruik (gewas en bestemming);

9° "aanvraag voor deelname" : de aanvraag om deelname in de bedrijfstoelageregeling voor het kalenderjaar 2005;

10° "referentieperiode" : de periode die de kalenderjaren 2000, 2001 en 2002 bevat;

11° "overgangperiode" : de periode tussen 1 januari 2003 en 31 maart 2005;

12° "gewoon recht" : recht op de bedrijfstoelageregeling zoals bedoeld in artikel 43 van Verordening (EG) nr. 1782/2003;

13° "braakleggingsrecht" : recht op de bedrijfstoelageregeling onderworpen aan de verplichte braaklegging zoals bedoeld in de artikelen 53 tot 56 van Verordening (EG) nr. 1782/2003;

14° "bijzonder recht" : recht op de bedrijfstoelageregeling onderworpen aan bijzondere voorwaarden zoals bedoeld in de artikelen 47 tot 50 van Verordening (EG) nr. 1782/2003;

15° "braakland" : elk verplicht braakgelegd grondperceel van een bedrijf zoals bedoeld in artikel 19 van dit besluit en overeenkomstig artikel 54 van Verordening (EG) nr. 1782/2003;

16° "Sanitel" : geautomatiseerd dataverwerkingssysteem voor de identificatie en registratie van dieren;

17° "premiewaardige oppervlakte" : landbouwoppervlakte die in aanmerking komt voor steun zoals bedoeld in artikel 44, § 2, van Verordening (EG) nr. 1782/2003 of, in voorkomend geval, in artikel 54 van genoemde Verordening;

18° "gebied" : één van de hierna omschreven gebieden :

a) noordelijk gebied : het Vlaams Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

b) zuidelijk gebied : het Waalse Gewest;

19° "reservaat": het reservaat dat gewestelijk beheerd wordt overeenkomstig artikel 11 van Verordening (EG) nr. 795/2004 van de Commissie van 21 april 2004 houdende bepalingen voor de uitvoering van de bedrijfstoelageregeling waarin is voorzien bij Verordening (EG) nr. 1782/2003 van de Raad tot vaststelling van gemeenschappelijke voorschriften voor regelingen inzake rechtstreekse steunverlening in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot vaststelling van bepaalde steunregelingen voor landbouwers;

20° "administratie": de Afdeling steun aan de landbouw van het Directoraat-generaal landbouw van het Ministerie van het Waalse Gewest; Dat bestuur beschikt over een centrale administratie gelegen chaussée de Louvain 14, te 5000 Namen, en over Directies Buitendiensten;

21° "Minister": De Minister bevoegd voor Landbouw.

HOOFDSTUK II. — *De notificatie van de voorlopige vaststelling van de rechten op de bedrijfstoelag en de eventuele aanvraag om herziening van de voorlopige rechten*

Art. 2. Vanaf het kalenderjaar 2004 gaat het bestuur over tot de identificatie van de subsidiabele landbouwers en tot de voorlopige vaststelling van de in artikel 43 van Verordening (EG) nr. 1782/2003 bedoelde referentiebedragen en hectaren.

Vóór 31 december 2004 stuurt het bestuur de geïdentificeerde landbouwers een kennisgeving van de voorlopige rechten op de bedrijfstoelag, omvattend de referentiebedragen, het aantal hectaren van de referentieperiode, het aantal rechten op de bedrijfstoelag alsook de eenheidswaarde van elk recht. Er wordt eveneens een gedetailleerde berekening van de rechten verstrekt.

Niet meeberekend worden:

- de steunregeling betreffende de premie voor het aanhouden van het zoogkoeienbestand (zoogkoeienpremie) voor de landbouwers die zoogkoeien in hun bedrijf houden;
- de steunregeling voor zaaigoed toegekend voor de productie van basis- of gecertificeerd zaaigoed van vezelvlas of spelt.

Art. 3. § 1. De landbouwers die een herziening van hun voorlopige rechten wensen, zoals die vastgesteld en genotificeerd zijn overeenkomstig artikel 12 van Verordening (EG) nr. 795/2004 van de Commissie van 21 april 2004 houdende bepalingen voor de uitvoering van de bedrijfstoelageregeling waarin is voorzien bij Verordening (EG) nr. 1782/2003 van de Raad tot vaststelling van gemeenschappelijke voorschriften voor regelingen inzake rechtstreekse steunverlening in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot vaststelling van bepaalde steunregelingen voor landbouwers, moeten een herzieningsaanvraag indienen aan de hand van het "gestandaardiseerd formulier voor de aanvraag om herziening van voorlopige rechten" dat bij het bestuur beschikbaar is. Die aanvraag moet gegrond zijn op ten minste één van de in § 2 vermelde elementen. Die elementen alsmede de desbetreffende vereiste voorwaarden worden voorgesteld in de "toelichtingsnota voor de toekenning van de voorlopige rechten op de bedrijfstoelag" gevoegd bij de voorlopige notificatie bedoeld in artikel 2, tweede lid. Alle vereiste voorwaarden betreffende het/de element(en) waarop de aanvraag om herziening is gegrond, moeten vervuld zijn. Het formulier en de nota kunnen op aanvraag bij het bestuur verkregen worden.

De aanvraag om herziening van de voorlopige rechten moet vergezeld zijn van de voor haar behandeling noodzakelijke bewijsstukken.

§ 2. De in acht genomen elementen zijn:

1° een vergissing in de berekening van de referentiebedragen en/of van de aantallen hectaren die meegerekend werden in de voorlopige berekening van de rechten;

3° de aanvang van de landbouwactiviteit tijdens de referentieperiode;

3° de erfenissen, vervroegde erfenissen of erfopvolgingen bij wege van huuroverdracht, ongeacht of het ofwel een gehele of een gedeeltelijke bedrijfsovername tussen bloed- of aanverwanten in de eerste, tweede of derde graad of tussen echtgenoten tijdens de referentie- of overgangperiode betreft;

4° de verandering van rechtsstatuut of benaming, beperkt tot de overgang van een natuurlijke persoon naar een rechtspersoon of omgekeerd of tot de overgang van een natuurlijke persoon naar een groepering van natuurlijke personen of omgekeerd tijdens de referentie- of de overgangperiode;

5° de fusie of splitsing van bedrijven tijdens de referentie- of overgangperiode;

6° de gevallen die door het bestuur erkend zijn als overmacht of buitengewone omstandigheid, die zich hebben voorgedaan tijdens de referentieperiode of in 1999:

- het overlijden van de landbouwer of van de meewerkend echtgenoot;
- de langdurige beroepsbekwaamheid van de landbouwer;
- de ernstige natuurramp;
- de toevallige vernietiging van de veeteeltgebouwen van het bedrijf;
- de epizoötie die het geheel of een gedeelte van de veestapel van de producent aantast en die een bevel tot gehele of gedeeltelijke afslachting met zich meebrengt;

7° de gevallen erkend door het bestuur als buitengewone omstandigheid en betreffende landbouwers wier productie ernstig aangetast werd tijdens de referentieperiode doordat ze tijdens die periode onderworpen werden aan verbintenissen voor een milieuvriendelijke landbouw in hoofde van de Verordening (EEG) nr. 2078/92 van de Raad van 30 juni 1992 betreffende landbouwproductiemethoden die verenigbaar zijn met de eisen inzake milieubescherming, en betreffende natuurbeheer en van de Verordening (EG) nr. 1257/1999 van de Raad van 17 mei 1999 inzake steun voor plattelandontwikkeling uit het Europees Oriëntatie- en Garantiefonds voor de Landbouw (EOGFL);

8° de hopproducenten die tijdens de referentieperiode onderworpen zijn aan een verbintenis tot rooiing;

9° de particuliere contractuele clausules in geval van grondoverdracht bij wege van verkoop of huuroverdracht tijdens de referentie- of overgangperiode.

§ 3. Elke aanvraag om herziening van de voorlopige rechten moet uiterlijk 31 maart 2005, waarbij de poststempel als bewijs geldt, bij aangetekend schrijven gezonden worden aan het centrale bestuur aan het in artikel 1, punt 20, bedoelde adres.

De aanvraag om herziening van de voorlopige rechten kan eventueel worden ingediend bij de bevoegde Directie Buitendiensten of bij het Centrale Bestuur tegen ontvangstbewijs, uiterlijk 31 maart 2005, om 17 uur.

§ 4. Het bestuur wordt ertoe gemachtigd om elke nodige aanpassing aan te brengen in de betekende rechten of in de referentiebedragen.

§ 5. De voorwaarden voor de herziening van de voorlopige rechten worden bepaald door de Minister.

HOOFDSTUK III. — *De aanvragen van andere landbouwers dan die gedekt bij artikel 2 en de aanvragen van landbouwers die zich in een in artikel 42, § 4, van Verordening (EG) nr. 1782/2003 bedoelde bijzondere situatie bevinden*

Art. 4. De landbouwers die niet geïdentificeerd zijn door de procedure bedoeld in artikel 2 kunnen een met redenen omklede aanvraag indienen, vergezeld van de bewijsstukken noodzakelijk voor de behandeling daarvan met het oog op de vaststelling van hun rechten op de bedrijfstoelage. Deze aanvraag moet uiterlijk 31 maart 2005, waarbij de poststempel als bewijs geldt, bij aangetekend schrijven gezonden worden aan het Centrale Bestuur aan het in artikel 1, punt 20, bedoelde adres.

Deze aanvraag kan eventueel worden ingediend bij de bevoegde Directie Buitendiensten of bij het Centrale Bestuur tegen ontvangstbewijs uiterlijk 31 maart 2005, om 17 uur. Die aanvraag geldt niet als aanvraag om deelname aan de bedrijfstoelageregeling bedoeld in artikel 6.

Art. 5. § 1. Naast de omstandigheden bedoeld in artikel 3 kunnen de landbouwers die zich in een bijzondere toestand bevinden zoals bedoeld in artikel 42, § 4, van Verordening (EG) nr. 1782/2003 de vaststelling of de aanpassing van de rechten op de bedrijfstoelage in aantal en/of waarden vereisen overeenkomstig de artikelen 18 tot 23^{bis} van Verordening (EG) nr. 795/2004.

De nadere regels van de aanvraag, van de aanvullende voorwaarden en van de vereiste bewijslast worden door de Minister voorgeschreven.

De landbouwers die van oordeel zijn dat ze in aanmerking komen voor de toeslagrechten overeenkomstig het eerste lid, moeten het bestuur daar op de hoogte van brengen door er melding van te maken in het steunaanvraagformulier bedoeld in artikel 9, § 1, betreffende het kalenderjaar 2005. Die informatie geldt als aanvankelijke aanvraag om toeslagrechten overeenkomstig artikel 42, § 4, van Verordening (EG) nr. 1782/2003. De aanvraag dient gericht te zijn aan of ingediend te worden bij de bevoegde Directie Buitendiensten, uiterlijk op de uiterste datum en ten laatste op het uur bedoeld in artikel 14, § 1, lid 2.

Volgens de instructies van het bestuur en binnen de vastgestelde termijn moet de aanvankelijke aanvraag vervolgens gemotiveerd en vergezeld zijn van de bewijsstukken noodzakelijk voor de behandeling daarvan.

De landbouwer die de vaststelling of de aanpassing van zijn toeslagrechten heeft aangevraagd overeenkomstig § 1, moet, om in aanmerking te komen voor het aantal aangevraagde rechten, in zijn steunaanvraag het gebruik van alle rechten aangeven waarop hij aanspraak kan maken, zelfs indien zijn aanvraag nog niet door het bestuur behandeld is op het ogenblik waarop hij zijn formulier "oppervlakteaangifte en steunaanvraag" heeft ingediend, als ware zijn aanvraag van rechten reeds positief beantwoord.

HOOFDSTUK IV. — *Aanvraag om deelname aan de bedrijfstoelageregeling en aanvraag betreffende de definitieve vaststelling van de rechten*

Art. 6. De aanvraag om deelname aan de bedrijfstoelageregeling geldt als aanvraag om definitieve vaststelling van de toeslagrechten en is vervat in het steunaanvraagformulier bedoeld in artikel 9, § 1, betreffende het kalenderjaar 2005.

De aanvraag moet gericht worden aan of ingediend worden bij de bevoegde Directie Buitendiensten, uiterlijk op de uiterste datum en ten laatste op het uur bedoeld in artikel 14, § 1, lid 2.

Tijdens de vijftientig kalenderdagen volgend op die datum blijft de aanvraag om deelname ontvankelijk onverminderd de verminderingen bedoeld in artikel 14, § 1, lid 3. Als die termijn eenmaal voorbij is, is de aanvraag om deelname onontvankelijk en kan geen enkel recht aan de aanvrager worden toegekend.

Art. 7. Indien ten gevolge van een verkoop van het geheel of een deel van het bedrijf aan een andere landbouw of van een afstand van de huurovereenkomst, een particuliere contractuele clausule vanwege de verkoper of verhuurder in de expliciete toelating voorziet voor de vaststelling van de toeslagrechten ten voordele van de aankoper of de huurder, dient de verkoper of verhuurder zijn aanvraag om deelname uiterlijk op de uiterste datum en ten laatste op het uur bedoeld in artikel 6 indienen.

HOOFDSTUK V. — *Definitieve vaststelling van bedrijfstoelagerechten*

Art. 8. De definitieve bedrijfstoelagerechten worden uiterlijk vastgesteld op 31 december 2005.

HOOFDSTUK VI. — *Steunaanvragen en beheers- en controlegegevens ressorterend onder de oppervlakteaangifte*

Art. 9. § 1. Om te kunnen genieten van rechtstreekse betalingen bij wijze van bedrijfstoelageregeling en andere steunregelingen voor de inkomens bedoeld in paragraaf twee, moet de landbouwer voor het bewuste jaar een steunaanvraag indienen d.m.v. een formulier "oppervlakteaangifte en steunaanvraag". Dit formulier moet elke aangevraagde informatie bevatten die nodig is om vast te stellen of de steunaanvrager in aanmerking komt.

Om tijdens het eerste jaar van de toepassing van steun te kunnen genieten, ook voor rechten aangevraagd met het oog op een herziening van zijn voorlopige rechten overeenkomstig artikel 3 en met het oog op de vaststelling of de aanpassing van zijn toeslagrechten overeenkomstig artikel 5, § 1, terwijl aan de aanvra(a)g(en) nog niet zou zijn voldaan op het ogenblik van de indiening van zijn formulier "oppervlakteaangifte en steunaanvraag", dient de landbouwer in zijn aanvraag, vanaf dat eerste jaar, elke oppervlakte aan te geven die nuttig is voor het gebruik van de voorlopige rechten alsook voor het gebruik van de geclaimde rechten.

§ 2. Onder de rechtstreekse steunregelingen kunnen de volgende regelingen ook het voorwerp uitmaken van een steunaanvraag :

- overeenkomstig titel IV, hoofdstuk 2, van Verordening (EG) nr. 1782/2003, wordt de premie voor eiwithoudende gewassen verleend aan de landbouwers die eiwithoudende gewassen produceren;

- overeenkomstig titel IV, hoofdstuk 4, van dezelfde verordening, wordt de areaalbetaling voor noten verleend aan de landbouwers die noten produceren;

- overeenkomstig titel IV, hoofdstuk 5, van dezelfde verordening, wordt steun voor energiegewassen verleend voor de oppervlaktes die zijn ingezaaid met energiegewassen;

- overeenkomstig titel IV, hoofdstuk 9, van dezelfde verordening, wordt steun voor zaaizaad verleend voor de productie van basiszaad of gecertificeerd zaad van vlas of spelt.

Art. 10. Behalve de steunregelingen, kan het formulier "oppervlakteaangifte en steunaanvraag" ook dienen voor de volgende aanvragen, met name :

- toelagen voor een milieuvriendelijke landbouw;
- steun voor de biologische productiemethode;
- steun voor de geïntegreerde productiemethode voor pitfruit;
- compenserende vergoedingen in benadeelde gebieden.

Art. 11. Beheers- en controlegegevens betreffende andere gemeenschappelijke, nationale of gewestelijke regelingen kunnen aangevraagd en/of toegevoegd worden bij het formulier "oppervlakteaangifte en steunaanvraag". Deze gegevens kunnen met name betrekking hebben op :

- de steun voor tabakproductie toegekend aan telersverenigingen in de sector ruwe tabak, overeenkomstig Verordening (EG) nr. 2075/92 van de Raad van 30 juli 1992 houdende een gemeenschappelijke ordening der markten in de sector ruwe tabak;

- de toelagen voor een milieuvriendelijke landbouw;
- de steun voor de biologische productiemethode;
- de steun voor de geïntegreerde productiemethode voor pitfruit;
- de steun voor de eerste erkende verwerkers en met een verwerker gelijkgestelde telers in de sector vezelvlas en -hennep;
- de compenserende vergoedingen in benadeelde gebieden;
- de heffing in de sector melk en zuivelproducten;
- de maatregelen genomen in het kader van het spreidingskadaster;
- de maatregelen genomen inzake zuiveringsslib.

Art. 12. In zijn aanvraag dient de landbouwer d.m.v. het formulier "oppervlakteaangifte en steunaanvraag" het volgende te vermelden :

- elk perceel van het bedrijf in België, met inbegrip van het perceel waarvan de grootte en breedte kleiner is dan hetgeen vastgelegd in artikel 15;

- de bestemming van de rechten waarbij het gebruik van de bedrijfstoelagenrechten wordt vermeld zoals bepaald bij de artikelen 44, 45 en 54 van Verordening (EG) nr. 1782/2003. Die rechten worden vanaf het kalenderjaar 2006 genummerd;

- de verschillende regelingen waarvoor steun wordt aangevraagd;
- elke aangevraagde informatie die nodig is voor de verschillende betrokken steunaanvragen;
- elke aangevraagde informatie die nodig is voor de controles betreffende het naleven van de randvoorwaarden en de controle van de regels inzake goede landbouw- en milieuomstandigheden.

De aanvraag bevat ook een verklaring van de landbouwer dat hij kennis heeft genomen van de toekenningsvoorwaarden die in verband met de betrokken steunregelingen gelden.

Art. 13. De steunaanvraag, naar behoren ingevuld en ondertekend, moet ingediend worden :

- ofwel bij middel van een gepersonaliseerd "oppervlakteaangifte en steunaanvraag"-formulier dat door het bestuur aan elke landbouwer wordt toegestuurd;

- ofwel bij middel van een blanco exemplaar van bedoeld formulier ter beschikking gesteld door de Directie Buitendienst die bevoegd is voor de betrokken landbouwer;

- ofwel bij middel van een infomaticadrager aangevuld en ingediend conform het lastenboek dat werd meegedeeld door het bestuur, vergezeld voor elke landbouwer steunaanvrager van een naar behoren aangevuld en ondertekend uittreksel op papier van zijn formulier;

- ofwel bij middel van een elektronisch formulier dat toegankelijk is voor de landbouwers volgens richtlijnen die door het bestuur bepaald worden.

De aanvraag moet voorzien zijn van de bewijsstukken zoals voorzien in bedoeld formulier van "oppervlakteaangifte en steunaanvraag" en in de verklarende nota.

Art. 14. § 1. De steunaanvraag moet jaarlijks bij ter post aangetekende brief met de poststempel als kracht van bewijs worden gericht aan de bevoegde Directie Buitendiensten of eventueel overhandigd tegen aflevering van een ontvangstbewijs bij deze Directie uiterlijk op de door het bestuur bepaalde datum en uur.

Voor de aanvragen betreffende het kalenderjaar 2005 is de uiterste datum vastgesteld op 31 maart 2005.

Behoudens overmacht en uitzonderlijke omstandigheden toegestaan door het bestuur wordt bij verzending of indiening van een formulier "oppervlakteaangifte en steunaanvraag" na de vastgelegde termijn een verlaging met 1 % per werkdag toegepast op het bedrag waarop de landbouwer recht zou hebben gehad als de aanvraag tijdig was ingediend.

Voor het kalenderjaar 2005 bedraagt deze verlaging echter 4 % per werkdag wat betreft de bedragen die dat jaar moeten worden gestort als bedrijfstoelagenregeling die aan de aanvrager te verlenen is.

Als de vertraging meer dan vijftientig kalenderdagen bedraagt, wordt het formulier "oppervlakteaangifte en steunaanvraag" als onontvankelijk beschouwd en wordt geen enkele betaling aan de landbouwer toegekend.

Dit principe is ook van toepassing op de documenten, overeenkomsten of bijkomende aangiften die aan het bestuur overgemaakt moeten worden als deze in aanmerking komen voor bedoelde steun. In dit geval wordt de verlaging toegepast op het bedrag dat voor de bedoelde steun betaald wordt.

Gevallen van overmacht of uitzonderlijke omstandigheden als bedoeld in het derde lid moeten, samen met de bijhorende bewijzen, schriftelijk aan het bestuur worden gemeld binnen tien werkdagen na de dag vanaf welke dit voor de landbouwer mogelijk is.

§ 2. Elke eventuele wijziging betreffende het gebruik of de regeling inzake rechtstreekse steunverlening met betrekking tot de reeds aangegeven landbouwpercelen of, onverminderd de toepassing van de eerste paragraaf, tweede lid, elke toevoeging van nog niet aangegeven landbouwpercelen moet schriftelijk aan de Directie Buitendiensten bedoeld in de eerste paragraaf meegedeeld worden. Deze kennisgeving moet uiterlijk op 31 mei van betrokken jaar worden toegestuurd of ingediend.

Bij verzending of indiening van die kennisgeving na 31 mei van het betrokken jaar wordt een verlaging met 1 % per werkdag toegepast op de bedragen die verband houden met het werkelijke grondgebruik op de betrokken landbouwpercelen.

Wijzigingen of toevoegingen zijn maar ontvankelijk tot de uiterste datum van ontvankelijkheid van het formulier "oppervlakteaangifte en steunaanvraag" bedoeld in de eerste paragraaf, vijfde lid. Als deze uiterste datum van ontvankelijkheid voorafgaat aan of overeenkomt met 31 mei van het betrokken jaar, worden de wijzigingen of toevoegingen beschouwd als onontvankelijk na 31 mei van het betrokken jaar. Voor het kalenderjaar 2005 is de uiterste datum van ontvankelijkheid vastgesteld op 31 mei 2005.

Bovendien kan elke wijziging of toevoeging die de toename van een of meerdere steungelden tot gevolg heeft, meeberekend worden in deze steungelden voor zover de voorwaarden van de betrokken steunregelingen worden nageleefd.

Een steunaanvraag kan te allen tijde geheel of gedeeltelijk worden ingetrokken. Intrekking brengt de aanvrager in de positie waarin hij zich bevond voordat hij de betrokken steunaanvraag of het betrokken gedeelte daarvan had ingediend.

Indien het bestuur de landbouwer echter reeds in kennis heeft gesteld van onregelmatigheden in de steunaanvraag of indien zij hem heeft geïnformeerd over haar voornemen een controle ter plaatse te verrichten en indien die controle vervolgens onregelmatigheden aan het licht brengt, zijn de in het eerste lid bedoelde wijzigingen en toevoegingen van de landbouwpercelen waarop deze onregelmatigheden betrekking hebben niet toegestaan en is intrekking van de gedeelten van de steunaanvraag waarop die onregelmatigheden betrekking hebben, niet toegestaan.

HOOFDSTUK VII. — *Minimale oppervlaktes van de percelen*

Art. 15. De landbouwpercelen die het voorwerp uitmaken van een steunaanvraag in hoofde van één van de regelingen inzake rechtstreekse steunverlening bedoeld in artikel 9 moeten uit één stuk bestaan en één grondgebruik betreffen in de zin van artikel 2, punt 15, van Verordening (EG) nr. 796/2004 van de Commissie van 21 april 2004 houdende uitvoeringsbepalingen inzake de randvoorwaarden, de modulatie en het geïntegreerd beheers- en controlesysteem waarin is voorzien bij Verordening (EG) nr. 1782/2003 van de Raad van 29 september 2003 tot vaststelling van gemeenschappelijke voorschriften voor regelingen inzake rechtstreekse steunverlening in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid en tot vaststelling van bepaalde steunregelingen voor landbouwers. Hun oppervlakte mag niet minder dan 0,10 ha bedragen.

Voor het kalenderjaar 2005 mag hun oppervlakte echter niet minder dan 0,30 ha bedragen.

Voor de landbouwers voor wie de gedeeltelijke braaklegging van hun bouwland verplicht is, mogen de braakliggende percelen die aan deze verplichting onderworpen zijn of die vrijgesteld zijn overeenkomstig artikel 19, § 2, vanaf het kalenderjaar 2005 geen oppervlakte hebben van minder dan 0,10 ha en geen breedte hebben van minder dan 10 meter.

Voor een landbouwer die de areaalbetaling bedoeld in artikel 9, § 2, tweede streepje, verkiest, is de minimale oppervlakte van een boomgaard die noten produceert, vastgelegd op 0,10 ha vanaf het kalenderjaar 2005.

De Minister kan andere oppervlaktes of minimale breedtes bepalen.

HOOFDSTUK VIII. — *Gebruik van de toeslagrechten en terugstortingen in de reserve*

Art. 16. De toeslagrechten mogen alleen op het nationale grondgebied gebruikt worden.

Overeenkomstig artikel 46 van Verordening (EG) nr. 1782/2003 en artikel 26 van Verordening (EG) nr. 795/2004 mogen de toeslagrechten die tijdens het kalenderjaar 2005 op het grondgebied van het zuidelijke gebied gebruikt werden niet buiten dit gebied gebruikt worden, overeenkomstig het samenwerkingsakkoord van 30 maart 2004 tussen het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest met betrekking tot de uitoefening van de geregionaliseerde bevoegdheden op het gebied van Landbouw en Visserij.

Art. 17. De percelen overeenstemmend met de oppervlakte die in aanmerking komt voor een toeslagrecht liggen ter beschikking van betrokken landbouwer gedurende een periode van minstens tien maanden, te rekenen vanaf 1 november van het jaar voorafgaand aan het jaar van de indiening van een steunaanvraag tot 31 augustus van het jaar van de indiening van de aanvraag.

Betrokken landbouwer mag ten vroegste vanaf 15 juli voor hoogstens drie maanden een tussengewas aanleggen op de percelen bedoeld in het eerste lid.

Art. 18. Vanaf het kalenderjaar 2006 worden de toeslagrechten genummerd en de gebruikte rechten in de steunaanvraag geïdentificeerd.

Wat het gebruik van de toeslagrechten betreft, worden de braakleggingsrechten vóór elk ander recht gebruikt.

Elk toeslagrecht dat drie opeenvolgende jaren niet gebruikt wordt, wordt in de reserve gestort.

Daarenboven wordt elk recht verkregen overeenkomstig artikel 42, § 4, van Verordening (EG) nr. 1782/2003 of voortkomend uit de reserve jaarlijks gebruikt gedurende een periode van vijf jaar, te rekenen vanaf de toekenning ervan. In het tegenovergestelde geval wordt elk ongebruikt recht onmiddellijk in de reserve gestort.

HOOFDSTUK IX. — *Braakland*

Art. 19. § 1. In het kader van het gebruik van zijn braakleggingsrechten bedoeld in de artikelen 53 tot 56 van Verordening (EG) nr. 1782/2003, voldoet de landbouwer die onderworpen is aan de verplichting tot braaklegging van een deel van de gronden van zijn exploitatie aan de verplichtingen die de Minister bepaalt. Om aan de vereisten van die braaklegging te voldoen, verbindt de landbouwer zich in zijn steunaanvraag tot de naleving ervan.

§ 2. In het kader van het gebruik van zijn braakleggingstoelagen is de landbouwer niet onderworpen aan de verplichting tot braaklegging als :

1° het geheel van zijn exploitatie en zijn gezamenlijke productie biologisch beheerd worden overeenkomstig de verplichtingen opgelegd bij Verordening (EEG) nr. 2092/91 van de Raad 24 juni 1991 inzake de biologische productiemethode en aanduidingen dienaangaande op landbouwproducten en levensmiddelen;

2° de braak gelegde gronden gebruikt worden voor de productie van teelten waarvan de grondstoffen dienen om binnen de Gemeenschap verwerkt te worden tot producten die niet rechtstreeks bestemd zijn voor menselijke of dierlijke consumptie, voorzover er voldaan wordt aan de bepalingen van artikel 13, § 2, van voornoemde Verordening (EG) nr 796/2004 en aan de bepalingen van de artikelen 143 tot 169 van Verordening (EG) nr 1973/2004 van de Commissie van 29 oktober 2004 houdende uitvoeringsbepalingen van Verordening (EG) nr. 1782/2003 van de Raad met betrekking tot de bij de titels IV en IVbis van die Verordening ingestelde steunregelingen en het gebruik van braakgelegde grond voor de productie van grondstoffen.

Art. 20. De landbouwer die onderworpen is aan de verplichting tot braaklegging van een deel van de gronden van zijn exploitatie kan op één of meer van de percelen opteren voor een faunabraakregeling tot bescherming en bevordering van de fauna.

Art. 21. Afgezien van de braaklandoppervlakten bedoeld in artikel 19, kan de landbouwer akkerland van zijn exploitatie uit de productie terugtrekken zonder daartoe verplicht te zijn krachtens artikel 54 van Verordening (EG) nr. 1782/2003. Deze gronden worden in goede landbouw- en milieuomstandigheden gehouden, overeenkomstig artikel 27.

Art. 22. De Minister bepaalt de toepassingsvoorwaarden en de verplichtingen betreffende dit hoofdstuk.

HOOFDSTUK X. — *Bijzonder geval waarin rechten aan speciale voorwaarden onderworpen worden*

Art. 23. De landbouwer die beschikt over toeslagrechten die aan speciale voorwaarden onderworpen zijn, hierna "speciale rechten" genoemd zoals bedoeld in artikel 1, punt 14°, wordt ertoe gemachtigd af te wijken van de verplichting een aantal subsidiabele hectaren te leveren dat overeenstemt met het aantal toeslagrechten, mits hij minstens 50 % handhaaft van de tijdens de referentieperiode uitgeoefende landbouwactiviteit, uitgedrukt in grootvee-eenheden (gve).

De landbouwer die voldoet aan deze voorwaarde tot handhaving van de landbouwactiviteit kan het bestuur verzoeken om de toepassing van de speciale voorwaarden, vóór een grensdatum die door het bestuur en volgens zijn instructies vastgelegd wordt. Dat verzoek kan in de loop van de volgende jaren hernieuwd worden, met name in geval van wijziging van zijn rechten of van de oppervlakten van de exploitatie.

Om bij een landbouwer die over toeslagrechten beschikt na te gaan of de voorwaarde inzake de inachtneming van de minimale drempel van landbouwactiviteit vervuld is, wordt het aantal gve berekend op grond van de database van het Sanitel-systeem, met inachtneming van de modaliteiten die de administratie bepaalt.

HOOFDSTUK XI. — *Overdrachten van toeslagrechten*

Art. 24. De toeslagrechten kunnen overgedragen worden na de definitieve vastlegging ervan.

Overeenkomstig artikel 46 van Verordening (EG) nr. 1782/2003 en artikel 26 van Verordening (EG) nr. 795/2004 mogen de toeslagrechten die tijdens het kalenderjaar 2005 op het grondgebied van het zuidelijk gebied gebruikt werden niet buiten dat gebied gebruikt worden, overeenkomstig het samenwerkingsakkoord van 30 maart 2004 tussen het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest met betrekking tot de uitoefening van de geregionaliseerde bevoegdheden op het gebied van Landbouw en Visserij.

De Regering bepaalt de voorschriften en voorwaarden inzake de overdrachten van toeslagrechten, alsook de eventuele verlagingen voor de reserve bij overdrachten van rechten.

HOOFDSTUK XII. — *Overige regelingen van rechtstreekse inkomenssteun*

Art. 25. § 1. De administratie kan jaarlijks verschillende tegemoetkomingen toekennen m.b.t. de overige regelingen inzake de rechtstreekse inkomenssteun :

- de steun bedoeld in artikel 9, § 2, waarvan de aanvraag opgenomen is in het formulier oppervlakteaangifte en steunaanvraag;

- op verzoek, de rundvleesbetalingen bedoeld in titel IV, hoofdstuk 12, van Verordening (EG) nr. 1782/2003, toegekend in de vorm van een premie voor de instandhouding van de kudde zoogkoeien (zoogkoepremie) aan de landbouwers die zoogkoeien houden in hun exploitatie;

- op verzoek, de steun voor tabakproductie toegekend aan de groeperingen van producenten in de sector ruwe tabak, voorzien bij Verordening (EEG) nr. 2075/92 van de Raad van 30 juni 1992;

- op verzoek, de premie voor zuivelproducten en de extrabetalingen toegekend tijdens de kalenderjaren 2004 en 2005 aan de zuivelproducenten, op basis van de individuele referentiehoeveelheid die ze in bezit hebben en die in aanmerking komt voor het voordeel van de premie, overeenkomstig titel IV, hoofdstuk 7, van Verordening (EG) nr. 1782/2003.

§ 2. Vanaf 1 januari 2006 worden de bedragen die voortkomen uit de tabakspremie overeenkomstig Verordening (EEG) nr. 2075/92 naar rato van een door het Ministerie te bepalen percentage (40 % of meer) in de bedrijfstoelageregeling opgenomen.

Vanaf 1 januari 2010 wordt deze premie naar rato van 50 % in de bedrijfstoelageregeling opgenomen.

§ 3. Vanaf 1 januari 2006 worden de bedragen die voortkomen uit de premie voor zuivelproducten en de extrabetalingen, bedoeld in titel IV, hoofdstuk 7, van Verordening (EG) nr. 1782/2003, volledig meegerekend in de bedrijfstoelageregeling. De bedrijfstoelagerechten van de betrokken landbouwers worden berekend overeenkomstig de modaliteiten bepaald bij de artikelen 47, § 2, en 48 tot 50 van Verordening (EG) nr. 1782/2003 en bij de artikelen 5 en 31 van Verordening (EG) nr. 795/2004.

HOOFDSTUK XIII. — *Modulering en extra steunbedrag*

Art. 26. § 1. Alle bedragen betreffende de bedrijfstoelageregeling en de overige stelsels voor rechtstreekse inkomenssteun bedoeld in de artikelen 9, § 2, en 25, § 1, die voor een bepaald kalenderjaar aan een landbouwer toegekend moet worden, worden tot 2012 jaarlijks in mindering gebracht met de percentages bepaald bij artikel 10, § 1, van Verordening (EG) nr. 1782/2003.

§ 2. Er wordt jaarlijks een extra steunbedrag toegekend aan de landbouwers die rechtstreekse betalingen ontvangen.

Het extra steunbedrag is gelijk aan het bedrag dat verkregen wordt na toepassing van de verlagingpercentages bedoeld in de eerste paragraaf op de eerste 5.000 euro aan rechtstreekse betalingen of minder.

Dat bedrag kan verminderd worden overeenkomstig artikel 12, § 2, van Verordening (EG) nr. 1782/2003.

HOOFDSTUK XIV. — *Randvoorwaarden*

Art. 27. Iedere landbouwer die rechtstreekse betalingen aanvraagt, is ertoe verplicht de regelgevende vereisten inzake beheer, de normen inzake goede landbouw- en milieuecondities, met inbegrip van de uit productie gelaten oppervlakten, en de verplichtingen aangaande de instandhouding van de gronden voor permanent grasland na te leven.

Het bestuur is bevoegd om na te gaan of de verplichtingen betreffende de instandhouding van de oppervlakte voor permanent grasland en betreffende normen inzake goede landbouw- en milieuecondities nageleefd worden.

De uitvoering van de controle op de naleving van de regelgevende vereisten inzake beheer valt onder de bevoegde overheid.

Art. 28. De Regering legt de richtsnoeren voor de randvoorwaarden in het Waalse Gewest vast. De Minister bepaalt de nadere regels voor de randvoorwaarden.

HOOFDSTUK XV. — *Controle en boetes*

Art. 29. § 1. De Minister kan op niet-beperkende wijze een nadere omschrijving geven van omstandigheden die beschouwd worden als kunstmatig opgezet om voor betalingen in aanmerking te komen en zodoende een voordeel te krijgen die niet voldoet aan de doelstellingen van de betrokken steunregeling. In voorkomend geval vergewissen de landbouwers die onderworpen zijn aan bijzondere omstandigheden zich ervan of aan de doelstellingen voldaan wordt door schriftelijk het voorafgaandelijke advies van het bestuur in te winnen. Het advies dat het bestuur uitbrengt op grond van de gegevens die de betrokken landbouwer(s) verstrekt heeft (hebben) en die eventueel ter plaatse zijn vastgesteld, is dwingend. Dat advies wordt overgemaakt met voorbehoud van wijzigingen in de regelgeving of van het voorhanden zijn van andere gegevens dan die, welke aangevoerd zijn bij de aanvraag of van wijzigingen in de toestand van de landbouwer of op het vlak van het beheerde bedrijf.

§ 2. Het bestuur verzorgt de coördinatie van de controles en is belast met de controles over de aanvragen en het nazicht van de naleving van de steunverleningsvoorwaarden. De controletaken die betrekking hebben op de regelgevende vereisten inzake het beheer staan onder de verantwoordelijkheid van de gespecialiseerde instellingen die bevoegd zijn ter zake van de controle zoals bedoeld in artikel 26, lid 2.

§ 3. Indien een landbouwer voor een gegeven jaar niet alle percelen van het bedrijf aangeeft overeenkomstig artikel 12, eerste streepje, en indien het verschil tussen de totale oppervlakte waarvan aangifte is gedaan in de verzamelaanvraag, enerzijds, en de aangegeven oppervlakte plus de niet-aangegeven oppervlaktes anderzijds, hoger is dan 3 % van de aangegeven oppervlakte wordt het globale bedrag van de rechtstreekse betalingen die aan die landbouwer uitbetaalbaar zijn voor het betreffende jaar, tot met 3 % verminderd.

§ 4. Indien niet aan voorwaarden voor de toekenning van de betreffende steun wordt voldaan of bij onregelmatigheid gelden de verminderingen of uitsluitingen bepaald bij de artikelen 6 en 7 van Verordening (EG) nr. 1782/2003 en bij de titels IV en V van Verordening (EG) nr. 796/2004.

De andere straffen, verminderingen of uitsluitingen die opgelegd worden wanneer niet voldaan wordt aan de steunverleningsvoorwaarden of bij onregelmatigheid worden door het bestuur vastgesteld op grond van de criteria en voorwaarden vastgesteld door de minister.

HOOFDSTUK XVI. — *Uitbetaling van de steun en terugvorderingen van onrechtmatige betalingen of rechten*

Art. 30. Het bestuur is belast met de betaling van de steun bepaald bij dit besluit en met de terugvordering van de onrechtmatige betalingen of de onrechtmatig toegekende toeslagrechten.

Art. 31. § 1. In geval van een onrechtmatig gestort bedrag, ongeacht de door het bestuur beheerde steunregeling, met inbegrip van de steun gestort als plattelandsontwikkeling of in geval van heffing in de melksector, kan het bestuur een compensatie uitvoeren met elk steunbedrag bedoeld bij dit besluit dat aan de steunaanvragende landbouwer verschuldigd is.

De terugvordering van een ten onrechte gestort bedrag kan worden verricht door aftrek op de betalingen of op de voorschotten ten bate van de betrokken landbouwer na de beslissing tot inning. Het staat de betrokken landbouwer evenwel vrij om de onverschuldigde sommen terug te betalen zonder die vermindering af te wachten.

Het voorgaande lid blijft van toepassing in geval van beslag, overdracht, samenloop of een insolventieprocedure.

§ 2. De inning met een totaal bedrag lager dan of gelijk aan 100 euro per aanvraag waarop de inning betrekking heeft, intresten niet meegerekend, wordt niet vervolgd, gesteld dat de administratieve kost die uit de inning voortvloeit in wanverhouding staat tot de betrokken inning.

§ 3. Bij inning wordt de rentevoet berekend tegen de wettelijke intrest. De intresten lopen van de kennisgeving van de verplichting tot terugbetaling aan de landbouwer tot en met de datum van de terugbetaling of de vermindering van de verschuldigde sommen. Indien de onverschuldigde betaling terug wordt betaald binnen de eerste dertig kalenderdagen volgend op de datum van het verzoek tot inning of indien de vermindering van de verschuldigde sommen binnen dezelfde termijn plaatsvindt, is er geen enkele intrest verschuldigd. De inning met een totaal bedrag lager dan of gelijk aan 50 euro per aanvraag waarop de inning betrekking heeft wordt niet vervolgd, gesteld dat de administratieve kosten die voortvloeien uit de inning in wanverhouding staan tot de betrokken gestelde inning.

Art. 32. § 1. Indien na toekenning van toeslagrechten aan een landbouwer vaststaat dat bepaalde rechten hem onrechtmatig zijn toegekend, worden ze zonder vergoeding op de reserve toegerekend.

Indien de landbouwer in de tussentijd rechten op de betaling van de bedrijfsregeling naar andere landbouwers heeft overgeheveld en indien de landbouwer aan wie de rechten op de betaling van de bedrijfsregeling zijn toegekend, niet over een voldoende aantal rechten beschikt om te voldoen aan de toekenning aan de reserve, worden de rechten of het saldo van de rechten die geïdentificeerd zijn als zijnde onrechtmatig toegekend, eveneens zonder vergoeding aan de reserve toegerekend, ten belope van het aantal toeslagrechten.

De onrechtmatig toegekende rechten worden beschouwd als zijnde nooit toegekend.

Indien na toekenning van toeslagrechten aan een landbouwer vaststaat dat de waarde van die rechten te hoog is, wordt die waarde dienovereenkomstig aangepast.

Die aanpassing van de waarde van de rechten geldt eveneens voor de toeslagrechten waarvan vaststaat dat de waarde te hoog is en die de landbouwer in de tussentijd aan andere landbouwers heeft overgedragen.

De waarde van de vermindering wordt aan de reserve toegekend.

De betrokken toeslagrechten worden beschouwd als zijnde van in het begin toegekend aan de waarde voortvloeiend uit de aanpassing.

§ 3. De onrechtmatig gestorte bedragen worden teruggevorderd overeenkomstig artikel 31.

HOOFDSTUK XVII. — *Algemene bepalingen*

Art. 33. Op straffe van uitsluiting dient elk beroep tegen een beslissing van het bestuur aan laatstgenoemde te worden gericht binnen de dertig kalenderdagen volgend op de kennisgeving van de beslissing.

Art. 34. De inspecteur-generaal van de Afdeling Landbouwsteun van het Directoraat-generaal Landbouw van het Ministerie van het Waalse Gewest of, als hij afwezig of verhinderd is, de ambtenaar die hem vervangt, is gemachtigd om de uitgaven betreffende de bij dit besluit bedoelde steun vast te leggen, goed te keuren of te ordonnanceren.

Art. 35. Overtredingen van deze regelgeving worden opgespoord, vastgesteld en gestraft overeenkomstig de wet van 28 maart 1975 betreffende de handel in landbouw-, tuinbouw- en zeevisserijproducten.

De overtredingen van dit besluit kunnen aanleiding geven tot een administratieve boete, overeenkomstig artikel 8 van voornoemde wet van 28 maart 1975. De directeur-generaal van het Directoraat-generaal Landbouw van het Ministerie van het Waalse Gewest of, bij afwezigheid of verhindering, zijn plaatsvervanger wordt aangewezen als ambtenaar bevoegd om de akten te vervullen en de beslissingen te nemen betreffende de administratieve boeten.

Art. 36. Het koninklijk besluit van 3 mei 1994 betreffende de premie ten behoeve van producenten van schapenvlees wordt opgeheven.

Het koninklijk besluit van 18 juli 2000 betreffende de toepassing van het geïntegreerd beheers- en controlesysteem voor bepaalde communautaire steunregelingen wordt opgeheven.

Het koninklijk besluit van 30 november 2001 betreffende de slachtpremie in de rundvleessector wordt opgeheven maar blijft geldig :

- voor de producenten die een slachtpremieaanvraag hebben ingediend voor tot en met 31 december 2004 geslachte volwassen runderen;

- voor de tot en met 31 december 2004 geslachte kalveren waarvoor de premieaanvraag van vóór 1 maart 2005 dateert.

Het koninklijk besluit van 30 november 2001 betreffende de speciale premie en het extensiveringsbedrag voor producenten van rundvlees wordt opgeheven maar blijft geldig voor elke premie en elke betaling die betrekking hebben op het kalenderjaar 2004.

Het koninklijk besluit van 30 november 2001 betreffende de extrabetalingen in de rundvleessector wordt opgeheven maar blijft geldig voor elke extrabetaling die betrekking heeft op het kalenderjaar 2004.

Het koninklijk besluit van 19 december 2001 tot instelling van een steunregeling voor producenten van bepaalde akkerbouwgewassen wordt opgeheven.

Het koninklijk besluit van 21 december 2001 betreffende de uitvoering van de steunregeling in de sector hop wordt opgeheven maar blijft geldig voor elke extrabetaling die betrekking heeft op het verhandelingsseizoen 2004.

Het besluit van de Waalse Regering van 24 juli 2003 houdende uitvoeringsmodaliteiten van de steunregeling voor producenten van bepaalde akkerbouwgewassen, wat betreft het gebruik van braakgelegde grond voor de productie van grondstoffen voor de vervaardiging, in de Gemeenschap, van niet specifiek voor voeding of vervoeding bestemde producten wordt opgeheven, maar blijft geldig voor elke aanvraag die betrekking heeft op het kalenderjaar 2004.

Het besluit van de Waalse Regering van 10 maart 2005 tot vaststelling van de modaliteiten, voorwaarden en uiterste indieningsdatum voor de aanvragen om herziening van de voorlopige rechten op de bedrijfstoeslagregeling in het kader van het gemeenschappelijk landbouwbeleid wordt opgeheven.

Art. 37. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2005, met uitzondering van artikel 2, dat uitwerking heeft met ingang van 29 juli 2004.

De andere, volgende rechtstreekse steunregelingen gelden evenwel vanaf 1 januari 2004 :

- de areaalbetaling voor noten wordt verleend aan de landbouwers die noten produceren;
- de energiegewassensteun die verleend wordt voor de oppervlakten die zijn ingezaaid met energiegewassen;
- de melkpremie en de extrabetalingen aan de melkproducenten.

De premie voor eiwithoudende gewassen die verleend wordt aan de landbouwers die eiwithoudende gewassen produceren zoals bedoeld in artikel 9, § 2, geldt vanaf het seizoen 2004/2005.

Art. 38. De Minister bevoegd voor Landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 23 februari 2006.

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,
B. LUTGEN